

Jean-Paul Damaggio

Les gilets jaunes  
loin de Mai 68



# Sommaire

Introduction

Le point de départ

La révolte sociale

La révolte politique

Le rôle de la jeunesse

Les médias

La violence

Le point d'arrivée

Conclusion



## Résumé mathématique

Supposons l'existence de quatre conceptions de Mai 68.

1-Les étudiants d'abord / 2-La classe ouvrière d'abord / 3-Une révolution du capitalisme / 4 Une mutation du capitalisme. Bien sûr entre chaque cas il existe des points de rencontre du genre : Mai 68 ce fut à la fois les étudiants et les ouvriers.

Supposons l'existence de quatre conceptions des gilets jaunes.

1-La misère sociale d'abord / 2-L'envie de révolte d'abord / 3-Une révolution du politique / 4 Une mutation du social. Bien sûr entre chaque cas il existe des points de rencontre du genre : on se révolte à cause de la misère. Sauf que si tous les misérables du monde se révoltaient, ils danseraient une ronde peu ordinaire.

Le rapport entre les deux suppositions peut se lire sous deux angles : la rupture ou la continuité.

La combinaison de ces conceptions fait qu'il existe 16 cas pour chaque angle de vue donc un total de 32 cas.

Je m'inscris parmi ceux qui considèrent qu'il n'y a aucune continuité entre les deux mouvements (et même qu'il y a contradiction entre eux).

Comme justification de cette rupture je me situe au croisement du point 4 pour Mai 68 (mutation du capitalisme), et du point 3 pour les gilets jaunes (révolution du politique).

Pour les défenseurs de la continuité entre les deux mouvements, cette même combinaison signifierait que la mutation de 68 a conduit à la révolution politique de 2018 alors que dans mon cas, la rupture signifie que la mutation du capitalisme en 68 a conduit à chercher une sortie par la révolution politique de 2018.

J'ai conscience par avance que la démonstration qui va suivre ne va pas être évidente mais elle m'est indispensable pour, loin du passé, du futur ou du présent, saisir le moment présent qui les contient tous.

# Introduction

Dès le départ les gilets jaunes ont été mis face à des miroirs ou s'y sont mis d'eux-mêmes. A commencer par la figure du Gaulois auquel Macron les a renvoyés. Au Danemark, en août 2018, et il a eu ce propos entré dans la légende :

"Il ne s'agit pas d'être naïf, ce qui est possible est lié à une culture, un peuple marqué par son histoire. Ce peuple luthérien, qui a vécu les transformations de ces dernières années, n'est pas exactement le Gaulois réfractaire au changement! Encore que! Mais nous avons en commun cette part d'Européen qui nous unit".

Des gilets jaunes se sont regardés dans le miroir de 1789, d'autres ont repris en l'actualisant *la liberté guidant le peuple* de Delacroix. Vu l'aspect populaire, certains ont pensé aux révoltes des vigneronns de 1907 surtout quand la sous-préfecture de Narbonne a été victime de dégâts. Les plus critiques leur ont mis sous les yeux les jacqueries ou le poujadisme.

Dès le départ ce point de vue a été affiché :

«Demain 19 novembre, je ne sais pas encore ce qu'on va faire. Mais même si je ne suis pas forcément en excellente santé financière, je fais partie des personnes prêtes à continuer le mouvement. Depuis Mai 68, on s'est un peu endormi sur nos lauriers et les combats de nos parents et de nos grands-parents. Je suis papa de trois enfants et d'une petite-fille de trois ans. Mes parents m'ont aidé et moi, personnellement, même si je travaille et que je n'ai jamais été au chômage, je ne suis pas en mesure d'aider mes enfants.»

C'est le point de vue de quelqu'un qui considère que les luttes sociales ont une continuité et que la vie d'aujourd'hui étant bien plus difficile que celle d'hier, il faut recommencer Mai 68. Donc il faut reprendre le flambeau. Sauf que le juste diagnostic qui note une baisse dans les luttes, ne dit pas les raisons de cette baisse, or à mes yeux elle tient au fait que cette continuité souhaitée est impossible. Mai 68 ne fut pas un début dont il fallait continuer le combat, mais un combat qui n'aurait plus un tel début, même si comme l'indique l'affiche suivante, la CGT et d'autres veulent faire vivre le fantasme.



**la cgt**  
de l'Allier

**Mai 68**

**Mai 2018**

**Si on remettait ça ?**

**4 mai 2018 :**

**TH3D**  
**Salon Germinal**  
**À Nécessités**

Présentation et projections d'un court-métrage  
à 20h30 mai 2018 dans l'Allier.  
Suivi d'un débat public  
en présence de  
Philippe Martinet,  
Secrétaire Général de la CGT

La comparaison avec mai 68 hante de toute façon la mémoire française dans sa totalité et nous en avons eu la preuve avec les immenses manifestations contre le mariage pour tous en 2013.

«Mais c'est bien Mai 68 qui est le miroir, la référence et le repoussoir. Un miroir car un certain état du pays s'y refléchet. Une référence, parce que c'est un mouvement qui a changé la France. Un repoussoir, parce que les valeurs soixante-huitardes sont aux antipodes de celles défendues par les groupes qui vont défiler, le 26 mai. Car l'heure est clairement au retournement : "Quarante-cinq ans après, nous assistons à un Mai 68 de droite", prophétise Guillaume Peltier, vice-président de l'UMP.<sup>1</sup>»

La différence c'est que mai 68, on en parle 50 ans après, tandis que la lutte contre le mariage pour tous tombera aux oubliettes. Et 68 était discuté dès 2013 (avant l'avalanche de livres en 2018) donc sur le même article on apprend :

« Pour certains intellectuels, le libertarisme de Mai 68 allait trouver sa réalisation dans le néolibéralisme qui prit son élan dans les années 1980. Dès 1978, l'écrivain Régis Debray écrivait que "Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise". Il fallait décorse-

---

<sup>1</sup> Nicolas Truong sur Le Monde le 23 mai 2013

ter la société afin que les femmes consomment, que les usines soient moins hiérarchisées pour y introduire davantage de flexibilité, que les identités soient davantage flattées. En résumé, "les chemins de l'ordre devaient passer par la révolte", écrivait Debray qui, en 2008, ajoutait: "Big Brother vaincu, Big Mother monta sur le pavois ; et l'autorité paternelle mise à bas (...) " (Mai 68 : *une contre-révolution réussie*, Mille et une nuits).»

Sur ce point, je suis proche de Régis Debray, et je ne m'étonne pas que Jean-Claude Michéa soit ensuite cité dans la foulée, (car utilisé par les opposants au mariage pour tous) mais nous vérifierons la question plus loin.

Pour les gilets jaunes, la comparaison avec Mai 68 s'est développée surtout début décembre pour deux raisons.

1) Le 1<sup>er</sup> décembre a été mouvementée.

Affrontements violents avec les forces de l'ordre autour de la place de l'Etoile à Paris, voitures renversées et incendiées, mobilier urbain démonté pour construire des barricades, préfecture de Haute-Loire incendiée.

2) Une conjoncture a cristallisé plusieurs mécontentements : lycéens, routiers, agriculteurs.

Comme en 1968 la cohérence entre les mouvements, était faible, mais le principe même des gilets jaunes a consisté à mettre plus en avant la révolte, que la recherche de cohérences.

Ils ont contesté les codes et la réalité de la société... tout en utilisant les dits codes, en tant que membres assumés de la dite société. Pour le dire par une image : ils sont restés au cœur de la rivière quand, auparavant, le plus souvent, les contestataires s'installaient sur les rives pour tenter de la détourner ou, au minimum, pour en ralentir le courant par des barrages.

Pour le dire par un exemple : des gilets jaunes ont été hantés par 68 autant que leurs opposants qui, sous la forme des foulards rouges, ont cru possible, pour aider Macron, de répéter l'immense manif qui le 30 mai 1968 a volé au secours de de Gaulle. Or la manif de janvier 2019 a été un tel échec qu'aussitôt les foulards rouges disparurent des écrans téléés !

Mais attention, tout comme dire *Mai 68* en général, dire les *gilets jaunes*, même avec le pluriel, fait perdre le sens du mouvement lui-même ! Au cours des jours qui firent le temps des deux révoltes, elles changèrent beaucoup de nature, sous l'effet de la révolte elle-même. Voilà pourquoi je parle de *moment phénoménal*. Six mois avant le 17 novembre, une lutte considérable des cheminots a été programmée par les

directions syndicales, programmée pour maintenir l'unité des directions syndicales. A la fin, la situation était la même qu'au départ... avec cependant... une défaite de plus à gérer !

Loin de l'inventaire des ressemblances et différences, nous allons suivre la marche chronologique des deux moments, pour saisir à travers elles les mutations de la France. Un des grands mérites des gilets jaunes a consisté à interroger enfin, la France elle-même, et non plus les images qu'en donnaient les médias.

Nous allons donc décortiquer la nature du miroir 68 qu'ils utilisaient ou qu'on utilisait pour eux.

Vu ce constat de base en toile de fond, je préfère pointer dès le départ ma position : en 68 il existait un fossé politique profond entre, d'un côté le pouvoir, et de l'autre les opposants ; en 2018, ce fossé était traversé par de multiples passerelles car depuis des années, le clivage droite/gauche a changé de signification, d'autant que depuis 68, l'extrême-droite s'est fortement implanté alors que l'extrême-gauche s'est plutôt épuisée.

En 58, de Gaulle décida d'une constitution avec un système électoral poussant au face à face entre la gauche et la droite, car pour lui, la droite française n'avait jamais osé s'afficher comme

telle. Mitterrand, à l'inverse de la SFIO, a su tirer profit de cette configuration gaullienne, pour se positionner en pilier de l'union des gauches. Une fois au pouvoir, à partir de 1984, ayant réussi son opération de marginalisation du PCF (en perdant ainsi une de ses jambes !), il se devait de casser le clivage gaullien en utilisant la montée du FN puis de l'écologie politique et en visant l'alliance au centre si chère à la vieille SFIO qu'il avait battu ! Macron, en anti-de Gaulle assumé, a porté à son sommet la fin du fossé gauche/droite, donc avec les gilets jaunes, il n'y avait pas d'un côté la droite et l'extrême-droite, et de l'autre les gauches mais un inédit mélange des genres.

Parce que le lecteur devine qu'au fil de ces quelques pages je vais démontrer que 2018 est loin de Mai 68 il faut cependant que je me désolidarise de ceux qui, au nom de leur combat en 68, ont craché sur les gilets jaunes de 2018. Je pense d'abord à Romain Goupil, l'antipathique Goupil qui s'appelle en fait Charpentier. Il est sorti du placard pour faire le beau sur les plateaux télés et au fur et à mesure que les gilets jaunes quittaient l'actualité, il est revenu dans son néant. Pour lui et ses amis il était vital de démontrer que les gilets jaunes étaient des réactionnaires, lui-même étant un chantre du «progrès». Lui, l'ancien révolutionnaire, a justifié

le tabassage en règle d'un vieil homme par les CRS en disant que c'était bien normal puisque la manifestation était interdite ! Il a cru que le temps de la révolte s'était achevé avec lui.

Pour le soutenir il a compté sur une conférence de BHL expliquant que les gilets jaunes c'était une avancée du fascisme. Cette vision des choses ayant fait long feu, il en a essayé une autre : il a demandé que les gilets jaunes prennent leur responsabilité en se rangeant du côté de la police pour empêcher à la fois les gilets bruns, Mélenchon et Ruffin de les contaminer. Savoir pourquoi les gilets jaunes sont passés à l'action n'entraîne pas dans son champ de réflexion.

Je prends Edgar Morin, autre auteur de 68, qui avait déjà amorcé un tournant en se rangeant tranquillement derrière Nicolas Sarkozy (ça le flattait qu'il le désigne comme un de ses maîtres à penser). Malgré les airs qu'il se donne en allant «dialoguer» avec Tariq Ramadan, un délinquant ordinaire, il défend la mondialisation heureuse.

«Quoi qu'il en soit, ces événements extraordinaires échappent aux explications ordinaires. Tout en ayant un caractère unique et singulier dans notre histoire, ils comportent en eux un cocktail de jacqueries, de sans-culottes, de 6 février 34, de juin 36, de mai 68. Ils ont lancé le pays dans une aventure inconnue dont on ne voit pas le destin, l'issue, les conséquences.

Peut-être émergera-t-il la conscience que, derrière le président contesté et sa politique, derrière les éconocrates et les technocrates des cabinets ministériels, il y a les énormes puissances économiques qui ont colonisé un Pouvoir qui obéit à leur Pouvoir.»

Une opinion nettement plus subtile que celle des deux prédécesseurs et qui a cependant tendance à jouer la confusion entre le 6 février 34 et juin 36. *Le Monde* avait tronqué ce passage :

«Enfin le seul avenir de ce mouvement, s'il est encore concevable, aurait été de se doter d'un diagnostic pertinent sur les causes d'un mal qui certes a ses spécificités françaises, mais est plus général : la dégradation n'est pas seulement celle de la biosphère, elle est celle de la sociosphère, celle de l'anthroposphère, celle de la noosphère (sphère des activités de l'esprit) : il s'agit d'une énorme crise de civilisation et d'une énorme crise de l'humanité suscitée par la mondialisation déchainée.»

J'ai donc appris ce qu'est la noosphère et c'est dommage que les gilets jaunes n'aient pas mis en question la crise de civilisation...

Le dernier en date dont le nom m'échappe se reporte enfin aux revendications des gilets jaunes à savoir une lettre au Père Noël pour quelqu'un



qui considère que Mai 68 a été une offensive tandis que 2018 a été sur la défensive :

«Ainsi, les doléances «officielles» des représentants des Gilets Jaunes, du moins ceux qui le prétendent, font grand cas de l'avenir des plus jeunes et du devenir de la nation. Un bon début, mais la suite déçoit quelque peu. Très utopiste et imprégné de ce marxisme post 1946 si typiquement français, le manifeste a des airs de lettre au Père Noël naïve et démagogique : «Interdire les délocalisations», «Que des emplois soient créés pour les chômeurs», «Moyens conséquents accordés à la police, à la justice, à la gendarmerie et à l'armée», «Salaire maximum fixé à 15.000 euros», «Que les causes des migrations forcées soient traités», «On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes», «Tout représentant élu aura le droit au salaire médian.» « Droit au ticket restaurant et au chèque-vacances». Un Mai 68 pragmatique. Rêver ... de vivre une vie normale.»

Quel chemin pour aller du «changer la vie» à «la vie sans changement» ! Pour grandir Mai 68 et rabaisser les gilets jaunes !

Or, de Régis Debray à Jean-Claude Michea ils ont été nombreux à étudier le recyclage des anciens de 68 dans les couloirs des pouvoirs divers en

France et ailleurs. Voici Nancy Fraser, philosophe, féministe, proche de la gauche radicale, et soixante-huitarde qui a montré comment l'esprit progressiste de 68 a pactisé avec le modèle néolibéral et permis sa mainmise sur nos sociétés.

«Les tenants de cette nouvelle forme du capitalisme ont inversé la formule, et plutôt que de «dompter le marché au moyen de la politique», ils ont entrepris de dompter la politique au moyen du marché. En démantelant la charpente des accords de Bretton Woods, ils ont supprimé les contrôles du capital qui avaient permis le pilotage des économies nationales selon les principes keynésiens. Ils ont installé la privatisation et la dérégulation à la place du dirigisme ; et la 'responsabilité personnelle' à la place des dépenses publiques et de la citoyenneté sociale; l'État concurrentiel' dégraissé et parcimonieux à la place des États-providence et développementalistes. D'abord testée en Amérique latine, cette approche a été utilisée en Europe de l'Est et en Europe centrale pour guider la transition vers le capitalisme. Bien que défendue haut et fort par Thatcher et Reagan, ce n'est que petit à petit, et sans véritable esprit de suite, qu'elle a été mise en œuvre dans les pays développés. Dans le Tiers Monde, en revanche, l'arme de la dette a servi à imposer cette néo-

libéralisation sous forme de programmes obligatoires d'ajustement structurel' qui ont balayé tous les grands principes du développementalisme et contraint les États postcoloniaux à se défaire de leurs biens, à ouvrir leurs marchés et à réduire drastiquement leurs dépenses sociales.<sup>2</sup>»

Pour elle, comme pour Clouscard et comme pour moi, les révoltes de 68 ont aidé au passage du capitalisme d'Etat à ce néo-libéralisme.

Si je suis en désaccord avec ce courant important d'anciens de 68 qui crachent sur les gilets jaunes, je n'en déduis pas qu'il faut au contraire célébrer les ressemblances entre les deux mouvements... Non les différences sont bien réelles. Avant les gilets jaunes, vu le cinquantenaire de 68, des enquêtes ont étudié le changement de situation en 2018. Un sondage publié par le *Magazine littéraire*, indique que 39% des jeunes de 18 à 34 ans n'ont pas entendu parler de mai 68. Dans *Marianne* du 20 avril 2018 Jack Dion indique :

«Pour certains, l'affaire est entendue. Le printemps social va éclater avec l'arrivée des beaux jours, l'éclosion des fleurs et la poussée d'acné chez les adolescents. Ils nous prédisent une révolte qui débouchera sur des progrès

---

<sup>2</sup><https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2011-1-page-165.htm#>

sociaux comparables à ceux de 1936 ou de la *Libération*, lorsque se forgèrent les lignes de force d'un modèle social qui fait frémir dans les beaux quartiers et trembler les adeptes de la mondialisation néolibérale.»

Le journaliste rappelle ainsi l'idée de ceux pour qui *Mai 68 est devant nous*, la grande grève des cheminots de 2018 apportant de l'eau à leur moulin. Il indique alors :

«Certes, les ferments de la colère sont disséminés dans le pays. Ils sont quotidiennement nourris par l'injustice permanente, cette maladie infantile du macronisme. Nul ne peut donc prédire l'avenir et exclure des explosions de mécontentement faisant boule de neige, quoi qu'en dise l'hôte de l'Elysée. Quand on a été aussi mal élu qu'il l'a été, quand on traîne le boulet d'une image de «président des riches», quand on est autant coupé des couches populaires, la prudence s'impose, et l'impudence n'est pas de saison. Il ne suffit pas de prétendre être «à l'écoute des colères », comme l'a répété Emmanuel Macron à la télévision, pour les enrayer par la seule force du verbe.»

Il est question de colère et c'est bien une colère qui va éclater. Mais pas au printemps ! Pas dans la foulée d'un mouvement syndical, pas comme les historiens l'attendaient.

Et Jack Dion issu du courant communiste va ensuite rappeler les différences majeures :

«Les structures de classe ne sont plus ce qu'elles étaient. En 1968 existaient encore des mastodontes industriels regroupant des dizaines de milliers de salariés. Ces derniers travaillaient dans les mêmes sites de production et vivaient dans les mêmes cités, ce qui créait un sentiment d'appartenance de classe. Renault-Billancourt était encore la «forteresse ouvrière», pour reprendre le titre du livre de Jacques Frémontier écrit à la gloire de ces prolétaires, dont la sortie de l'usine était digne d'un film de Jean Renoir. Signe des temps, l'usine de l'île Seguin, fermée il y a vingt-cinq ans, a été remplacée par un centre d'art contemporain.»

Enfin dernière note sur l'espoir et le désespoir :

«Ce n'est pas la seule différence. En 1968, on croyait encore sinon aux lendemains qui chantent, du moins à la possibilité de jours meilleurs. L'hypothèse communiste ne s'était pas effondrée avec le goulag et le mur de Berlin. Quant à la social-démocratie, elle pouvait prôner un socialisme à visage humain. Au fil des ans et des abandons, la gauche s'est fourvoyée dans la gestion à la petite semaine qui a conduit nombre d'héritiers de Mai 68 à

rentrer dans le rang du macronisme, preuve que la révolte incantatoire est parfois le plus court chemin vers la démission en chantant. Aujourd'hui, nonobstant les expériences menées par des mouvements se revendiquant du peuple (vite qualifiés de « populistes »), tout est à reconstruire. Les tenants de *Grand Soir* ayant fantasmé avec *Nuit debout*<sup>3</sup> vont devoir découvrir les vertus du retour sur Terre. »

Et les gilets jaunes ont en effet permis de découvrir les vertus du retour sur Terre !

---

<sup>3</sup> Un mouvement que nous croiserons plus loin.

## Le point de départ

Le 17 novembre 2018, à 6 h 15 du matin, à un rond-point de Castelsarrasin, un homme s'active autour de sa camionnette où il a installé une sono. Sur le dos de son gilet, il a inscrit, comme le montre la photo de couverture, 1968-2018 Révolution, et il lance *le chant des partisans* avant que ne s'exprime le responsable donnant les consignes de sécurité et sa conclusion : «Macron démission».

La centaine de personnes déjà rassemblées, qui n'imaginent pas se retrouver là quinze jours après et même beaucoup plus, n'a que peu à voir avec 1968 puisqu'après des décennies de discours dominant, opposant la jeunesse glorieuse et la vieillesse sénile, toutes les générations se réchauffent autour d'un feu réalisée avec des palettes de bois.

1968 se distingue par un déclencheur international : la jeunesse en lutte qui, en France, et rarement ailleurs, sera rejointe par les forces démocratiques dans une grande grève, et enfin suivi, comme nulle part ailleurs, par une opération électorale.

Cette chronologie a permis à certains de retenir le miracle du déclencheur contre la sclérose syndicale, et à d'autres la grandeur de la grève contre la futilité étudiante des «gauchistes».

En 2018, dans une France bien différente, les forces démocratiques ont décrété, en guise de «gauchistes trouble-fêtes agents de de Gaulle», que les gilets jaunes n'étaient rien d'autre que la main d'un Front national devenu, en effet, très ancré dans le paysage électoral. Sur *La Dépêche* du 17-11 pour le 82, Catherine Philippe nouvelle secrétaire fédérale du PCF précise :

«Le mouvement est récupéré par l'extrême-droite. Moi, je n'ai pas vocation de me retrouver aux côtés de l'extrême-droite sur des revendications».

La secrétaire fédérale du PCF local le jour même de la manif gilets jaunes !

Comme d'autres, le représentant de la CGT, Philippe Martinez, s'est distingué autour du 17 novembre à ce sujet. Le fond de l'explication de cette position est simple: la «juste» revendication s'appelle la revendication salariale car avec une belle augmentation on peut payer toutes les taxes du monde vu que l'Etat redistribue, alors que le refus de payer des taxes (le déclencheur du mouvement avec l'aide de facebook) n'est rien



d'autre que le refus égoïste de payer l'impôt, refus sur lequel s'appuie depuis longtemps l'idéologie dominante (quand il s'agit de l'impôt sur le revenu, et on comprend vite pourquoi).

1968 se distingue par le lancement d'un capitalisme nouveau qui, pour des raisons de fond, s'opposait au discours conservateur d'une bourgeoisie attardée, afin de défendre son vrai discours «révolutionnaire». Le capitalisme est né pour tout bouleverser : Marx avait, sur ce point, fait une belle démonstration à une époque où personne ne pouvait imaginer que le capitalisme serait un internationalisme économique, et le plus grand constructeur de murs de quelques sites et cités sécurisés.

A partir de 1980 le capitalisme a muté en «révolution conservatrice» les progressistes devenant alors des orphelins du «mouvement», du «progrès». Voilà comment, suivant des études savantes, des pauvres se sont mis à voter à droite et des riches à voter à gauche !

En 2018, des éléments des forces démocratiques auraient préféré, pour mieux les dénigrer, que les gilets jaunes désignent comme coupables de leurs malheurs, les exilés (en langage courant on dit des migrants), plutôt que les taxes, mais elle n'a plus le pouvoir qu'elle avait en 1968, et qui a eu

son heure de gloire en 1995, quand les cheminots furent à la pointe de leur dernier succès social.

Dans ce contexte nouveau, les gilets jaunes sont interclassistes et englobent toute la diversité politique de l'extrême-droite aux anarchistes avec cette particularité : ils ont décidé de laisser leurs drapeaux dans leur poche, pour se montrer (ou se masquer suivant ce que l'on pense) sous un uniforme unique, le gilet, et en refusant fermement signes syndicaux et politiques. Contrairement à 68 qui, sous diverses formes, représentait l'avenir, pour ces forces démocratiques, ils seraient les témoins (ou les vestiges) du passé ! D'où la dénonciation de poujadisme !

Donc, comme indiqué au départ, le 68 français s'est terminé par une dissolution de l'Assemblée nationale. Mitterrand avait été le premier à afficher ce souhait en pensant que la quasi victoire de la gauche aux législatives de 67 allait mettre à terre le pouvoir gaulliste en 68. Pendant ce temps, le mouvement criait : «élections pièges à con».

En 2018 les gilets jaunes qui transportent peu de pancartes, qui chantent peu de slogans se retrouvent d'accord sur ce souhait : *Macron démission, Assemblée dissolution*. J-J Bourdin posant à la radio, début décembre, la question à François Ruffin : *est-ce que vous demandez la*

*dissolution* ? il a eu une réponse prudente. Le 1<sup>er</sup> décembre J-L Mélenchon a constaté qu'entre la légitimité de Macron, et celle de la rue, la seule sortie possible était la dissolution. A-t-il repensé à la déclaration, en 68, de son mentor François Mitterrand ?

Si en 68 la gauche avait gagné, ce qui se produira en 81, il y aurait eu une possible cohabitation qui viendra plus tard. Or, depuis, nos institutions ont été bouleversées par le socialiste Lionel Jospin qui a décidé de mettre les législatives, juste après les présidentielles avec un même calendrier a cinq ans donc une dissolution en 2018 casserait ce calendrier. Ce que Macron ne peut souhaiter !

En 2018 le mouvement est né sur des milliers de ronds-points en même temps partout à travers le pays (et peu à Paris et dans la petite couronne), et s'est révélé propre à la France. D'ailleurs les mêmes démocrates déjà évoqués, ont été et reste surpris par la présence de drapeaux tricolores et de *La Marseillaise* elle qui, même dans les congrès socialistes penche plutôt vers le rouge et vers *l'Internationale*.

Contre l'idéologie dominante qui fabrique depuis longtemps une honte de la France au sein du peuple (ailleurs c'est toujours mieux), les gilets jaunes ont affirmé une fierté française. Pendant l'élection présidentielle *La France insoumise* a

sorti aussi le drapeau tricolore unifiant des foules rassemblées qui, en 2012, se faisaient une concurrence, vu la galaxie du *Front de Gauche* en mettant en avant les divers drapeaux.

Le succès populaire des gilets jaunes tient au fait qu'ils ont proposé côte à côte une revendication et une forme d'action pour la satisfaire. La revendication : empêcher la hausse du carburant. L'action : occuper les ronds-points.

En 68 la nouveauté n'a pas été la grève plus ou moins générale, mais l'occupation des usines. Comme en 2018, la forme *occupation* a donné naissance à une nouvelle sociabilité. Là oui, je fais la comparaison mais pour aussitôt marquer la différence. L'occupation des usines a permis à des collègues de travail de se connaître et ils vont faire la «fête» ensemble sur le lieu même de leurs souffrances ! Ils partageaient une même activité en un lieu détourné de sa fonction. C'était le modèle 1936. Une grève sans occupation et une grève avec, ne sont en aucun cas la même chose.

L'occupation des ronds-points avec la construction des cabanes a permis la rencontre de personnes qui ne se connaissaient pas et qui s'inventèrent un lieu à eux, sans confort mais avec tant de chaleur humaine ! Un mouvement social n'a de valeur que par l'inattendu qu'il

provoque. Voilà pourquoi les appareils politiques et syndicaux bien réglés, ont été mal préparés.

Face à cette nouveauté j'ai eu cette pensée le 3 février 2019 publiée sur mon blog :

«On va vers une fête pour les trois mois de gilets jaunes et il devient impératif pour le mouvement de lancer une autre forme d'occupation. Je pense, à titre seulement indicatif, que le 15 mars à la fin du Grand débat il faudrait appeler à l'occupation pacifique des mairies jusqu'à la satisfaction de quatre points: le rétablissement de l'ISF, un smic augmenté d'environ 20%, un geste en faveur des retraités, l'acceptation de principe du RIC (de principe car ensuite il faut discuter les modalités). Aussitôt, pour certains c'est trop, et pour d'autres, pas assez. Et que veut dire pacifique pour une occupation de mairie ? Comme pour les ronds-points on peut imaginer tous les cas de figure. N'étant jamais intervenu dans les réunions et débats (et n'ayant pas l'intention de le faire) je me contente de pointer une réflexion sans lendemain, seulement pour faire comprendre que, sans un nouvel appel genre 17 novembre, le mouvement court vers une normalisation annonçant sa disparition.»

# La révolte sociale

  
1ère **APPEL À LA**  
**GRÈVE GÉNÉRALE**  
Partout en France

**Le 4 - 5 et 6 février**

**Que le gouvernement réponde enfin  
aux revendications de tous.**

**Gilets Jaunes - Infirmiers(ères)  
VTC - Étudiants - Patrons  
Salariés - Chômeurs  
et j'en passe...**

**Pas de consommation pendant 3 jours,  
aucun magasin d'ouvert, aucun déplacement  
(sauf à pied ou en vélo)**

**Vous voulez retrouver une vie normale  
alors faisons bloc ensemble, partout en France.**

**!!! EN MEME TEMPS !!!**

**Que mai 68 nous serve d'exemple !**

**Peu importe votre niveau de vie, par solidarité faisons le ensemble !**

Le 26 janvier 2019 Toulouse est devenu l'épicentre de la révolte. Et pour la date cruciale du 5 février, Toulouse appelle à une grève générale pour les 4, 5 et 6 février, quand la CGT parle seulement du 5 ! (un appel pas très clair). Avec cette dernière phrase sur l'affiche :

«Que Mai 68 nous serve d'exemple !»

Cette phrase m'a surpris car le mouvement de 68 a reposé d'abord sur la lutte des étudiants qui dans une université démocratisée, représentaient cependant la partie favorisée de la jeunesse française, puis ensuite, l'occupation des usines a été mise en œuvre dans les bastions syndicaux de l'aristocratie ouvrière. La grève s'est ensuite étendue même dans des petites usines du Tarn et Garonne sans le moindre syndicat, mais globalement cependant ce ne fut pas une révolte de la misère.

Inversement, et à ce jour les enquêtes le confirment (mais il n'y a pas besoin d'enquêtes quand on croise les gilets jaunes), le mouvement actuel vient des oubliés de la société. Il n'a pas l'organisation de l'époque même si l'action repose sur les revendications sociales.

On peut saisir les différences entre les slogans «poétiques» de 68 et les slogans terre à terre des gilets jaunes. Je trouve d'ailleurs géniale l'idée d'utiliser le gilet pour y inscrire son choix !

Voilà des différences que la suite va confirmer.

Cependant la différence fondamentale à mes yeux est ailleurs. Elle concerne les médias et leur révolution (voir chapitre sur la question).

Il existe bien sûr des constantes entre 68 et aujourd'hui (l'envie de se révolter) mais elles restent mineures par rapport aux différences. Le mouvement de 68 pouvait être récupéré par le capitalisme conquérant et il l'a été (voir les anciens de 68 déjà évoqués) alors que le mouvement des gilets jaunes est la marque, de ce Guilluy appelle le «marronnage» des classes populaires (dans le sens des esclaves marrons qui hors de la société tentaient de vivre une autre société), et de ce fait est irrécupérable, sauf à faire disparaître les dites classes populaires ! Or la France ne peut se réduire aux glorieuses métropoles !

Mais n'y a-t-il pas contradiction entre ce que j'ai écrit plus haut comme quoi les gilets jaunes agissaient de l'intérieur de la société et cette comparaison avec les esclaves s'étant mis hors de la société ? Ils s'étaient mis hors de la société esclavagiste mais en restant dans la société réelle, celle inévitable d'un monde sans esclave.

Ceci étant sur *Le crépuscule de la France d'en haut* je pointe une erreur du géographe Guilluy.

Il explique la déconnexion entre les classes populaires et le monde médiatique puis ajoute au



sujet des activistes urbains du clic ou du like qui se servent des pétitions sur change.org concernant la dénonciation de la loi El Khomri.

«Ces occupations impressionnantes de terrain du cyberspace sont rarement suivies d'effet, mais elles attirent l'attention des médias. Sans surprise, les grandes villes gentrifiées fournissent l'essentiel des bataillons de cet activisme.»

Il se trouve que le peuple périphérique considéré comme extérieur à ce monde là a su l'utiliser pour conduire la révolte, y compris par la pétition, en suscitant en effet – et là Guilluy a raison – l'intérêt des médias.

Il indique un peu plus loin p. 81 :

«François Ruffin avait parfaitement compris la situation pendant le mouvement *Nuit Debout* : «L'enjeu, c'est que *Nuit Debout* sorte de l'entre-soi, que le succès d'une lutte repose sur la rencontre entre différentes classes sociales». On ne pouvait mieux analyser ce mouvement essentiellement issu des catégories supérieures et intellectuelles, des étudiants, des intellos précaires et des catégories supérieures et intellectuelles blanches.»

Et il termine ainsi :

« Mais, si la classe dominante n'a pas grand-chose à redouter des mouvements qui émergent des métropoles mondialisées, elle a

tout à craindre d'une radicalisation de la France populaire et périphérique. »

Et il cite les bonnets rouges qui ont anticipé en partie les gilets jaunes.

Or, les gilets jaunes de la France périphérique ont été conduits à utiliser Paris et les grandes métropoles comme lieux majeurs de leurs manifestations, succombant ainsi aux sirènes des médias que par ailleurs ils dénonçaient si fortement !

Tout le monde a pu le vérifier, les médias ont raffolé des manifs parisiennes, les occupations des ronds-points devenant... périphériques !

Guilluy a donc pointé avec minutie l'existence de cette France périphérique tout en oubliant que, comme le reste du pays, elle pouvait vivre sous influence de la France urbaine car la rejeter n'est pas l'assurance d'échapper à son emprise idéologique ! D'où l'idée de la grève générale...

Oui, revenons à la grève générale. Elle sera un fiasco comme tant d'autres espoirs des gilets jaunes qui ont compté sur divers soutiens : les routiers, les lycéens, les agriculteurs, la banlieue, leur développement international. D'un côté des revendications corporatistes (tel est le syndical) et de l'autre des revendications globales. La rencontre était impossible ! Le classique «Tous ensemble !» est artificiel.

Une autre grève générale des syndicats aura lieu le 19 mars dans le cadre d'un calendrier cher à la CGT. Le 5 février à Montauban il y aura deux cortèges, le syndical et le gilet jaune mais le 19 mars il restera le seul cortège syndical qui comme en septembre 2018 prendra l'hôpital comme référence. Tout est donc rentré dans l'ordre ?

Par définition il est difficile de couper en tranche tout mouvement. Il a fallu en arriver à l'invention d'appareils photographiques très perfectionnés pour décortiquer les éléments de la marche des hommes. En conséquence il faudrait que tous les chapitres de ce livre s'emboitent parfaitement pour que les parties fassent un tout mais le talent me manque.

Toujours est-il, face à des mouvements comme 68 et celui des gilets jaunes, s'il y a un mouvement c'est parce que la répartition des rôles entre social et politique est profondément perturbée. Là encore, de 1968 à 2018 on assiste à une inversion des situations. En 68, si les manifestants criaient «Dix ans ça suffit» comme en 2018 ils criaient «Macron démission», le déroulement des actions lancées a fait qu'en 68 l'Etat est devenu un intermédiaire entre patrons et syndicats alors qu'en 2018, l'Etat étant seul mis en cause, il n'a plus eu d'intermédiaires !,

Comme en 68, l'Etat a d'abord fait des pieds et des mains pour rencontrer des leaders, des responsables, des représentants, jusqu'au moment où il a compris que nous n'étions pas dans la même configuration. Donc face à la question éternelle : quel rapport entre mouvement social et mouvement politique, voyons quelques exemples concrets.

1 ) Une tradition veut qu'on enfile les perles : 1936, 1945, 1968 etc. or 68 est le contraire de 36 ! Rappelons qu'en 36 c'est une victoire électorale qui a donné l'élan à une lutte sociale alors qu'en 68 une lutte sociale s'est conclue par un échec sur le plan électoral. Je viens d'achever une longue étude visant à analyser le mouvement social de 68 sous l'angle du mouvement électoral. Mai 68 met un terme à ce qu'il est convenu d'appeler «la courroie de transmission». Jusque là, la CGT était fortement liée au PCF, et du côté social démocrate, si nous n'étions pas dans le cas anglais où les syndicats étaient une part du parti travailliste, il est apparu que la SFIO était à la remorque de la lutte sociale. Bref, petit à petit luttes sociales et moment électoral vont être déconnectés.

2 ) En 2017 le candidat J-L Mélenchon a su redynamiser la gauche et ayant obtenu un groupe de députés avec France insoumise (LFI), il a cru

que la rentrée sociale de 2017 lui permettrait de prendre sa revanche dans la rue au sujet de la lutte contre la loi travail. Il a appelé à une première manif que les dirigeants de la CGT ont dénoncé. Mélenchon pensait qu'il était temps que le politique et le social ne fassent qu'un ! Un retour mal placé du rêve anarcho-syndicaliste, mal placé car l'anarcho-syndicalisme voulait effacer ainsi le politique par le syndical.

Donc la manifestation annoncée par LFI pour le samedi 23 septembre 2017 a été contournée par un appel syndical pour une manif le mardi 12 septembre ! Le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, à l'initiative de la mobilisation aux côtés de Solidaires, de la FSU et de l'UNEF, a salué une réussite. C'était la première mobilisation sociale du quinquennat. Elle a rassemblé 223 000 manifestants sur toute la France selon le ministère de l'intérieur, près de 500 000 selon la CGT. Puis, le samedi 23 septembre «contre le coup d'état social» vu par Mélenchon, 150 000 manifestants selon les organisateurs et 30 000 selon la police, ont marché de Bastille à République. Dans le carré de tête de la manifestation, outre les députés LFI, plusieurs leaders de la gauche comme Benoît Hamon, Emmanuel Maurel, Esther Benbassa, Sergio Coronado, Marie-George Buffet, Stéphane Peu, sont venus pour une photo de famille que l'on

n'avait pas vue depuis fort longtemps. Mais absence de leaders syndicaux (à l'exception de l'Union syndicale Solidaires qui avait un point fixe) comme Philippe Martinez de la CGT.

Le NPA sans participer au carré de tête était là.

Jean-Luc Mélenchon a aussitôt tiré les leçons de la situation : « Nous allons nous rapprocher des organisations syndicales **pour leur proposer de se mettre à notre tête** pour mener le combat, un combat qui soit déterminé, décisif et tous ensemble. Ce n'est pas qu'une bataille sociale, c'est une bataille républicaine. »

Donc LFI accepte d'occuper le second rang.

François Ruffin décida de lancer pour le 5 mai 2018, anniversaire de la victoire du président, la « Fête à Macron » qui a rassemblé 100.000 personnes selon ses organisateurs.

Enfin, le 26 mai 2018, toute la gauche est enfin unie, syndicale et politique, avec une prévision de « Marée Humaine » anti-Macron qui a échoué. Entre 4000 et 8000 personnes à Toulouse. Pas plus de 50 000 à Paris. Alors qu'un million de personnes avaient été annoncé par Mélenchon. Le Premier ministre, Édouard Philippe, a résumé le flop d'une formule amusée dans le *Journal du Dimanche* : « Un petit coefficient de marée ».

La CGT a finalement pris la tête d'un défilé avec des partis politiques.

Ceci étant, malgré cet échec, Laurent Dubois, journaliste de France 3 Midi-Pyrénées a vu juste : «Sous une «plage» de tranquillité, les eaux «souterraines» sont agitées. »

3 ) Dans ce contexte de défaites à gauche, le 17 novembre va changer la situation en proposant un mouvement apolitique... qui fait du pouvoir politique son adversaire n°1 ! La CGT et les syndicats en général ne vont pas cacher leur méfiance sauf à dire comme Martinez :

«Nous on n'est pas surpris du mécontentement. Ça fait des mois, voire des années, qu'on le dit que ça va pas sur des questions de salaires, de conditions de vie, etc.»

Un mouvement qui se veut indépendant des syndicats ne serait en fait que l'expression de la CGT ! Il y aura un jeu de cache-cache pour le 1<sup>er</sup> décembre où la CGT avait projeté une manif bien précise mais bien différente de celle gilets jaunes. Ce jour là à Montauban, il y avait 200 personnes avec toutes les organisations syndicales et 2000 avec les seuls Gilets jaunes.

Les moyens de la mobilisation ne reposant pas sur des structures classiques avec des membres affichés et des syndicats servant de guide, François Ruffin est celui qui a exprimé simplement la méfiance ressentie des syndicats :

«Des messages sur Facebook m'ont fait réagir, au départ. Genre : «Le 17, ce sera sans moi ! Pas avec les fachos !» Des camarades de la CGT, de SUD, qui postaient ça. Et ça me semblait une cata. Ils poursuivaient: «Où ils étaient, les gilets jaunes, quand on manifestait contre la loi travail ? Pour les retraites ? Pour les salaires ? Y a rien de plus important que le gasoil ?» Aie aie aie, ça sentait le snobisme de gauche, qui a raison avant le peuple, sans le peuple... »

François Ruffin a découvert, dès le départ, que les gilets jaunes donnaient raison à son combat de vingt ans aussi bien dans la forme que dans le fond, et il en tirera des conséquences que nous retrouverons en conclusion.

4 ) Le NPA comme le PCF refusera au départ de manifester avec les gilets jaunes «inféodés à l'extrême-droite». Puis Olivier Besancenot, le 4 décembre, toujours de bon conseil, souhaite, sur *France Info*, que la mobilisation prenne davantage d'ampleur et a dressé un parallèle avec les événements de Mai 68 à Paris :

"Il n'y avait pas que des barricades, il y avait un mouvement de la jeunesse et il y avait un million de grévistes". "Ce qui manque actuellement, c'est qu'on soit des millions, au



moins une journée. C'est l'appel que je voudrais lancer ce matin", ajoute-t-il.

"Qu'il y ait des barricades de temps en temps, ça ne me dérange pas", dit Olivier Besancenot, qui n'approuve pas "la casse pour la casse et les pillages". "Ce n'est pas ça, la révolution".

Jean-Pierre Le Goff qui a beaucoup étudié *Mai 68* sera questionné sur cet écart entre les deux mouvements :

**« LCI - Quelles sont ces différences majeures ?**

Jean-Pierre Le Goff - En mai 68, nous étions en période des *30 Glorieuses*, l'avenir était positif, nous étions portés par une dynamique de société de consommation depuis la guerre, et la notion de progrès social était ultra prenante. C'était une marche de l'histoire en positif, les acteurs qui étaient dans les rues avaient en tête des idéologies, il y avait une espérance et il y avait même un côté joyeux dans la communauté étudiante malgré les affrontements. Ce n'était pas la déprime, ce n'était pas le désespoir. Il n'y avait pas de problème de chômage de masse. C'était l'exact opposé de la situation actuelle.

Dans le mouvement des Gilets jaunes, si il y a des formes extérieures qui peuvent faire penser à Mai 68, la dynamique interne n'est

pas la même, et puis, les acteurs ne sont pas structurés de la même manière. En mai 68, on est encore dans un mouvement ouvrier structuré, avec des syndicats. La CGT encadre les manifestations, il y a un service d'ordre, elle empêche les débordements, voire, elle veille aux débordements. A l'époque, l'Etat a des partenaires avec qui dialoguer, Pompidou a pu se tourner vers les syndicats pour trouver une issue au conflit. Il y avait "du grain à moudre". Aujourd'hui, il y a quoi ?

C'est beaucoup plus chaotique, plus informe, la France est complètement morcelée, il y a de véritables fractures sociales et culturelles alors qu'en mai 68, il y a des ruptures mais moins prononcées. Même Malraux le dit : "Ce n'est pas une guerre civile". Là, on a un mouvement protéiforme, divisé de l'intérieur, face à un Etat qui ne comprend plus tellement. L'Etat s'est coupé du peuple. Je ne vais pas me réjouir en disant : "C'est un mouvement citoyen, c'est formidable", parce que la situation est beaucoup plus chaotique qu'en 68 et, à mon avis, beaucoup plus inquiétante. »

Voilà comment Mai 68 revient dans le débat.  
Observons : le mouvement social est éphémère et le mouvement politique durable (pas les partis

mais le fait politique) donc comment articuler les deux ? Est-ce possible ?

Jean-Pierre Le Goff pointe les différences de manière juste mais restant sur l'aspect plus techniques que politiques de l'optimisme d'hier face au pessimisme d'aujourd'hui. Sauf que l'optimisme n'était qu'un leurre (il n'y a jamais eu la moindre plage sous les pavés) tandis que le pessimisme d'aujourd'hui a permis à la fraternité de la révolte de relativiser le cri de la misère. Voici ce que dit Le Goff sur 68<sup>4</sup> :

«Mai 68 constitue un événement historique qui n'est pas réductible aux années contestataires qui l'ont suivi, et la recomposition opérée dans les années quatre-vingt n'en constitue pas son moment de vérité. Mai 68 garde le caractère d'une « divine surprise » où la parole libérée s'est exprimée avec force dans une atmosphère de fraternité et de fête. Elle emprunte ses idées à une pluralité de courants de pensée : marxisme, anarchisme, situationnisme, surréalisme... sans qu'aucun d'eux puisse prétendre en rendre raison. Tout un bouillonnement de paroles et d'écrits énonce une critique radicale et en appelle à une autre

---

<sup>4</sup> P. 460 de son livre, Mai 68 l'héritage impossible, La découverte 1998

société, où les hommes seront maîtres des évolutions et participeront aux décisions. »

Sur bien des points de ce texte on peut remplacer Mai 68 par gilets jaunes car le mouvement que nous venons de vivre n'est pas réductible à son actualité et le bouillonnement de paroles va continuer pour tenter de participer aux décisions. Comme le dit Le Goff – là je suis d'accord – il était vital de ne plus attendre un héritage de 68 comme chez ceux qui disent encore que *Mai 68 est devant nous*, mais pour quelle mutation du politique ?

# La révolte politique

Un des slogans majeurs du mouvement étudiant de 68 a été : «tout est politique». Côté syndical, le slogan était plutôt : «tout est pouvoir d'achat». Pour les gilets jaunes, l'adversaire est le pouvoir politique, le patronat étant oublié. Une juste façon de rappeler que le pouvoir politique peut s'il le désire peser sur l'économique. De toute façon par son budget il est un pouvoir économique !

Le changement de lieu de l'occupation, des usines au rond-point, dit bien qu'en 2018 nous sommes loin de 68 ! Du monde industriel nous sommes passés au monde de la logistique ! D'où l'importance de chauffeurs routiers chez les gilets jaunes.

En Mai 68 même le Tarn-et-Garonne si peu industriel a connu beaucoup d'occupations d'usines mais en 2018 quelles usines restent encore vivantes ? A Caussade, Palfinger ?

L'historienne Danielle Tartakowsky<sup>5</sup> dira, sur *Sud-ouest*, le 5 décembre 2018 à un moment où la comparaison avec Mai 68 surgira de tout côté à cause des violences de la journée du 1<sup>er</sup> décembre, en réponse à une question :

---

<sup>5</sup> Dans ma bibliothèque j'ai un livre ancien d'elle sur les premiers communistes.

## **«Les motivations politiques des manifestants sont-elles comparables?»**

Ce qui caractérisait les acteurs de Mai 68, c'était la conviction que le monde devait changer de base. Mais cela s'inscrivait dans une stratégie politique, avec une articulation très élaborée entre le social et le politique, qu'on ne retrouve pas du tout aujourd'hui.

Dans ce mouvement des Gilets jaunes, on a une dimension de révolte, au sens de l'urgence: ce côté "on n'en peut plus, ici et maintenant". En cela c'est une rupture avec les formes traditionnelles du mouvement social.

Dans les manifestations et les barrages, on entend un rejet de l'État tel qu'il est. Une volonté de tout changer, mais sans l'État ou hors de l'État, sans poser la question du rapport au politique, car la politique est désignée comme le mal, comme la cible à détruire et non pas à transformer. C'est ce qui donne au mouvement une dimension presque libertaire, quoique dénuée d'idéologie.»

Je partage totalement son point de vue qui cependant n'est qu'un constat sans explication sur cette évolution. Or l'essentiel est d'aller au-delà du constat.

Du côté du pouvoir on a retrouvé les symptômes de 68 : le désir de laisser pourrir puis le désir de négocier puis le désir de la répression accrue et

de la grande manifestation de soutien au pouvoir. D'où l'appel lancé à des gilets jaunes pour obtenir des délégations. Ce point a été crucial car inversement, des appels à la grève ont été vite abandonnés par des syndicats corporatistes qui eux ont pu négocier : des transporteurs routiers (abandon de la vignette prévue pour eux), des policiers, des agriculteurs et du côté des conducteurs d'engins de chantier.

Les gilets jaunes ne s'adressant qu'aux politiques sans chercher à négocier avec le pouvoir, sommes-nous revenus en 68 au célèbre slogan : TOUT est politique ?

Notez bien la différence : Mitterrand a créé *Génération écologie*, ou la candidature de Tapie aux européennes de 1994. Le politique était encore puissant. A présent ce sont les médias qui ont fait des pieds et des mains pour créer une liste gilets jaunes aux européennes. Les journalistes baignent tellement dans la société d'en haut, qu'ils parlent le plus souvent comme elle mais j'anticipe sur le chapitre des médias.

En politique il faut consacrer un paragraphe à la question des alliances et donc de l'unité. Plus unitaire que les gilets jaunes, on ne trouve pas. Tel est le phénomène qui est né en novembre 2018. Et ce fait leur a d'ailleurs été reproché. Des anarchistes à l'extrême-droite, toutes les tendan-

ces ont été repérés dans les cortèges, chacun pouvant écrire sur son gilet sa marque personnelle. En conséquence dire, comme ça deviendra le cas à partir de février 2019, que les gilets jaunes acceptent les gilets rouges, verts, roses, bruns, noirs, rouge et noir et violet, c'est nier la nature même des gilets jaunes. Un gilet jaune avec un badge CGT, CFDT, ATTAC etc. ne peut que trouver sa place dans les cortèges et autres lieux jaunes à partir du moment où il considère que c'est là le moyen non pas de récupérer, mais de s'activer.

Au départ par exemple, beaucoup d'écolos ont condamné les gilets jaunes car, en refusant, la taxe sur le carburant, ils refusaient la transition écologique. Depuis, beaucoup ont compris, fort heureusement, que c'est le contraire : refuser cette taxe injuste c'est inciter à porter le regard sur les vrais pollueurs, en fait le capitalisme.

J'ai toujours été solidaire des écolos mais sans jamais accepter le discours culpabilisant les simples citoyens qui oublient de fermer le robinet d'eau en se lavant les dents.

Avec les gilets jaunes, la mise au premier plan de ce que j'appelle «l'écologie sociale», constitue une grande avancée du discours écolo !

Je l'ai écrit pour Paul Ariès grand défenseur de la gratuité et peu copain avec les gilets jaunes. Le discours sur la gratuité peut franchir un pas en



avant à partir du moment où l'argumentation est différente. La gratuité n'existe pas mais le fait de rendre gratuit des activités par des taxes appropriées ça existe. Surtout dans une société où la gratuité est payée par la publicité dont le coût est inclus dans ce que nos achetons tous !

Bref, les gilets jaunes sont unitaires par essence, alors que les organisations syndicales ne peuvent l'être par essence vu qu'elles sont en concurrence entre elles ! J'ai un faible pour *Solidaires* dont j'ai été membre un court temps juste avant ma retraite (j'ai toujours été un acteur syndical) et j'ai pu constater qu'en fait de solidarité, c'est surtout avec ce syndicat qu'il faut être solidaire !

Les gilets jaunes gagneront en force s'ils arrivent à s'organiser de manière autonome, originale et pluraliste mais ce n'est pas demain la veille.

Beaucoup prétendent que tout a commencé le 17 novembre or, bien avant, des rencontres départementales ont eu lieu au cours Foucault à Montauban, des comptes facebook ont été lancés, et même, à Castelsarrasin, une réunion a été organisée, ville où justement aucune autre réunion publique n'a été organisée depuis. L'organisation est un point crucial surtout pour ceux qui ne veulent pas s'organiser et la politique intervient quand en 1901 elle fixe le cadre d'associations majeures du pays.

Mais retrouvons Jean-Pierre Le Goff sur une question présente en conclusion.

**« LCI - Vous pensez qu'Emmanuel Macron ne parviendra pas à trouver une sortie de crise ?**

Jean-Pierre Le Goff - Avant, la littérature, l'expérience professionnelle et l'humain faisait qu'on pouvait rencontrer, comprendre des personnes issues d'autres classes sociales. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que la fracture est plus profonde. C'est un mouvement général qui se voit au niveau européen. Il suffit de voir comment Emmanuel Macron a été élu. Grâce au "dégagisme". C'était "dégagez les tous" et Macron, c'était la forme démocratique, rassurante du dégagisme. De l'autre côté, vous aviez Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Les gens y ont cru, ils se sont dit "voilà du neuf, mais attention, qu'il nous déçoive pas, c'est la dernière fois" ou encore "ce n'est pas parfait, mais c'est quand même des nouvelles têtes". Ça, je l'ai entendu des centaines de fois en province. Un an et demi après, on est dans une crise sociale et politique et je ne sais pas s'il y a de marche arrière possible. Je suis inquiet, j'attends qu'Emmanuel Macron s'exprime et lâche des éléments concrets. Il y a un décalage entre les éléments de langage qui ont existé jusqu'à présent avec un aspect *vous n'avez pas*

*compris, on va vous expliquer, ça ce n'est plus possible. Il y a un côté hors sol. Il faut des actes très concrets car le terrain est extrêmement inflammable, mais je me demande s'il n'est pas trop tard. »*

Là aussi, y-a-t-il contradiction entre mon propos sur un fracture plus marquée en 68 et celui-ci pour qui la fracture actuelle est profonde ? La fracture d'hier était profonde pour des raisons politiques (droite contre gauche) aujourd'hui elle l'est pour des raisons sociales (peuple contre pouvoirs divers). Je ne dis pas *peuple contre élites* car je ne vois pas pourquoi faire cadeau de la notion d'élite aux pouvoirs. L'élite du pays, c'est le peuple debout ! Ceci étant Jean-Pierre Le Goff s'inscrit dans ma démarche qui différencie Mai 68 et les gilets jaunes tandis qu'un média de gauche comme *Reporterre* préfère mettre en avant la similitude entre les deux mouvements. Jacques Brissaud, Frédéric Pagès et Olivier de La Soujeole sont coauteurs du livre *Mai 68 est devant nous* (Ed. Yves Michel) expliquent le 7 décembre 2018 :

«Il flotte comme «un air de Mai» sur le mouvement des Gilets Jaunes et, au delà des apparences, la filiation est peut-être plus profonde qu'il n'y paraît. Car c'est sans doute parce qu'on n'a pas répondu aux questions brûlantes que Mai 68 a posé que notre pays gravement

malade se retrouve 50 ans plus tard aux urgences de l'Histoire.»

Ce mariage entre 68 et 2018 suppose à mes yeux une réécriture de Mai 68 à la lumière du temps présent :

« Alors qu'est-ce qu'on n'a pas voulu entendre depuis 50 ans que Mai 68 avait pourtant clamé haut et fort ? Que notre prétendue démocratie s'est vidée de sa substance, que les citoyens ont le sentiment d'une trahison permanente de la part de leurs représentants, que l'ultra personnalisation du régime le fait dériver vers une forme de politique spectacle à quoi assistent des citoyens-consommateurs déresponsabilisés en attente infantile d'un sauveur... Que notre système éducatif rigide et dépassé parvient à être complètement contre-productif, démotivant, humiliant, produit globalement de l'incompétence et bien souvent du dégoût pour l'étude... Que le travail humain perd son sens, que les tâches sont de plus en plus morcelées dans des cadences qui s'accélèrent, dans le harcèlement des obligations de rendement, bref que les travailleurs ont le sentiment d'être enrôlés dans une guerre (économique) qui n'est pas la leur et dont ils ne reçoivent qu'une infime partie des profits immenses qu'elle génère.»

Il suffirait de constater que le souhaitable en 68 est devenu vital en 2018 pour tout réduire à une question d'urgence ! En fait la question des gilets jaunes est absente du propos puisqu'à partir du moment où *Mai 68 est devant nous*, les gilets jaunes sont une étape d'une révolution dont la base est Mai 68 ! L'essentiel n'est plus la nature de la révolte de 2018 mais celle de la nature de la révolte de Mai 68. Pour moi cette révolte n'était pas la première d'une nouvelle ère, mais la dernière d'un monde achevé, le capitalisme conservateur. Elle a ouvert l'ère du *capitalisme de la séduction*<sup>6</sup> ou du capitalisme de la consommation. Et de ce point de vue Mai 68 a été accompli et ce faisant est né ce nouveau peuple des ronds-points, le peuple périphérique des perdants. Tout le capitalisme est un champ de ruine de perdants (je pense aux cordonniers qui furent si longtemps l'âme de l'émancipation) mais les perdants du capitalisme de la séduction sont d'un genre nouveau, ils sont perdus.

D'où l'interrogation plusieurs fois reportée sur la question des médias. Toute l'histoire humaine est portée par cette lutte pour la liberté, dont la liberté de la presse est la pierre angulaire. Et l'explosion de Mai 68 a été une explosion du

---

<sup>6</sup> Voir le livre majeur de Michel Clouscard : *Le capitalisme de la séduction*, Editions sociales, 1981

désir d'une presse libre d'où la naissance d'un quotidien nouveau en France comme *Libération*. L'évolution de *Libération* est la meilleure démonstration que Mai 68 a été accompli puisque Mai 68 a consisté à libérer le capitalisme des entraves à sa renaissance. *Libération* a condamné un système qui se faisant, allait l'emprisonner. Quand disparaissent les cordonniers viennent ceux qui tiennent les cordons de la bourse.

# Les médias



Un gilet jaune découvre cette affiche sur 68 que je ne connaissais pas et il constate que ça n'a pas beaucoup changé. Une affiche ne peut pas tout dire mais en l'occurrence j'en fais une lecture inverse : elle confirme la révolution que nous avons connue et qui inverse le sens des réalités.

Hier une télé et une radio nous intoxiquait ? C'est vrai politiquement, mais elle ne faisait pas que ça quand on se souvient que la répression la plus considérable qui s'est produite en 68 a concerné... les employés de l'ORTF où la grève fut très dure ! Le gouvernement a sévi en chassant de l'institution un nombre considérable de journalistes ! Ils intoxiquaient le peuple ?

La télé pouvait interdire *Les jolies colonies de vacances* de Pierre Perret mais pouvait aussi produire *Cinq colonnes à la Une*. Dans les deux cas de Gaulle tenait les rênes... avec souplesse.

En 68 le pouvoir politique dictait en partie sa loi aux médias alors qu'à présent les médias dictent en partie leur loi aux politiques. Qui peut imaginer aujourd'hui une grève à la télé de l'ampleur de celle de l'ORTF ? (grève souvent oubliée quand on évoque 68). Nous sommes dans la continuité de l'analyse qui charpente ce livre : le fric prenant le pouvoir sur tout y compris par le moyen des médias.



Donc Macron et ses sbires ne dicteraient pas leur loi aux grands journalistes ?

En 68 les médias ont pu «fabriquer» trois dirigeants du mouvement étudiant : deux étaient des représentants d'organisations historiques, UNEF, SNEsup, et l'autre un trublion dont peu imaginait qu'il durerait si longtemps et avec un parcours aussi classique. Une opération facile car au départ le mouvement était fortement parisien.

Or, avec les gilets nous avons une atomisation propre au monde moderne, et une unification par le gilet, d'où il était difficile d'extraire des «leaders» ! Les médias s'y sont employés pour venir au secours du gouvernement qui subitement chercha la négociation impossible, car les gilets jaunes pratiquaient le grand écart en refusant les partis, la délégation, et en demandant en même temps une solution politique par la démission du pouvoir en place. Certains pensent aujourd'hui que ce mouvement peut devenir un mouvement politique organisé, ce qui ajoute encore au mystère quant aux suites, des mystères qui horripilent ceux qui savent déjà tout! Et les grands médias se sont activés pour créer une liste gilets jaunes aux européennes. Mais ils n'ont pas besoin d'ordre de Macron pour ça !

Après 68 la première révolution dans les médias a été la mise en place des «radios libres» une

belle mesure qui, en 1981, a ouvert une ère Mitterrand, qui s'est achevée en 1985 avec la première chaîne télé privatisée confiée à... Berlusconi. Cette mutation financière était importée des USA où j'avais découvert dès 1974 le film victime de coupure publicitaire. Un fait incroyable pour ma génération et devenu ordinaire aujourd'hui !

Bref, je répète, hier la télé et la radio étaient aux ordres directs des pouvoirs politiques, et aujourd'hui les pouvoirs politiques sont aux ordres indirects des médias et donc des lobbies. Tout élu a besoin d'un porte-parole, d'un conseiller en communication, et l'essentiel c'est de produire des sondages pour servir, non pas à dicter la politique, mais à présenter des hommes politiques. L'industrie de la communication est devenue plus considérable que celle du tourisme! Le marketing politique a rendu les campagnes électorales très chères. Et surtout que chaque ville, chaque département etc. ait son logo ! Mais oui, tout est dans le logo !

Je ne sacrifie pas au discours classique - c'était mieux avant - mais je tente de mesurer **la révolution qui a mis en haut du pouvoir, l'irresponsabilité** car le journaliste veut tout diriger sans assumer les responsabilités ! Ceux là même qui alimentent l'irresponsabilité (les rois des médias) vont ensuite s'étonner des

bouleversements de la classe politique ! Ne l'oublions pas, le livre de Macron pour la présidentielle, sous les conseils de la com, s'est appelé *Révolution*, pour mieux tromper l'électorat. Imaginons de Gaulle prônant la révolution !

Déjà en 68 les gens n'étaient pas tous des moutons malgré le contrôle des médias et aujourd'hui la révolte des gilets jaunes confirme le phénomène, même si les moutons ont changé de nature. Hier les jeunes ne rêvaient que de s'émanciper de leurs parents et à présent ils vivent souvent dans leur ombre, se faisant un plaisir de leur apprendre les nouveautés du numérique.

Cette affiche qui sert de fil conducteur, un peu méprisante envers le peuple et envers ceux qui au sein de la télé et de la radio se battaient pour informer vraiment, ne parle pas des pouvoirs d'aujourd'hui.

En Tarn-et-Garonne beaucoup pensaient que le pouvoir de *La Dépêche* était tel qu'il assurait à jamais le pouvoir de Baylet or il a été deux fois battu. Les médias veulent contrôler le pouvoir, or on peut leur échapper, mais pour quel résultat ? Toutes les analyses actuelles vont porter sur «l'image» et pendant ce temps rien ne change dans le fond avec d'un côté, l'image d'une ville,

d'un département, d'un homme etc. et de l'autre l'image, reine chez facebook.

Car la mutation-privatisation a été accompagnée par la révolution numérique. Qu'on ne s'y trompe pas : la disparition de ce qu'on appelle «les corps intermédiaires» sous l'effet du virtuel, si elle est logique vu l'incapacité des dits corps à se restructurer face à la révolution en cours, n'est pas qu'une bonne nouvelle tant que d'autres institutions ne seront pas en place. C'est bien beau de faire disparaître d'abord les fédérations associatives (par exemple la Ligue de l'enseignement), puis les partis politiques, les syndicats, mais l'état gazeux qui en résulte porte en lui, pas mal de dangers d'explosion.

En matière de médias, il ne suffit donc pas de dire qu'ils nous intoxiquent, il ne suffit pas d'inventer des médias alternatifs, il devient indispensable de mettre en place des règles nouvelles. Transparence sur le système financier, obligation d'accès des associations aux dits grands médias, et protection assurée de la classe politique vis-à-vis des lobbies. Ce que j'appelle des médias laïques car, si hier les religions cherchaient à contrôler le politique, c'est à présent les médias qui le font... et des religieux savent les user comme intermédiaires !

La publication de la photo page suivante par un facebook gilet jaune permet d'aborder une dernière question déjà évoquée à savoir que les gilets jaunes contestent la société en utilisant ses codes.

Il s'agit d'un bobard relayé cent fois et parmi tant d'autres, et il est amusant de constater qu'il date du 17 novembre et augure donc d'une période troublée : cette photo n'est pas celle annoncée de manifestants de 68 mais celle des opposants qui le 30 mai ont défilé en faveur du pouvoir !

Les gilets jaunes ont dénoncé sans cesse les médias du pouvoir mais en pratiquant souvent les mêmes tares, la désinformation !

A pointer ce fait certains vont en retenir qu'une face : *voyez les gilets jaunes disent qu'importe quoi* ou *voyez les médias disent n'importe quoi*. D'autres plus porté sur l'étude du rapport de force diront qu'entre la puissance des bobards des uns et la faiblesse de celle des autres, cette photo est un détail de l'histoire. Sauf que l'info facebook étant produite par un individu en qui l'ami fait confiance, elle a une crédibilité que n'ont plus les infos télé !



Je suis Gilet Jaune

17 novembre, 16:14

Mai 1968 | Pourquoi pas Novembre 2018 ?



|| PARTAGEZ | Sauvez là cette France |



# La violence, les barricades

France laï 1968



Cette image a été reprise d'un facebook gilets jaunes de Castelsarrasin.

Le rapport à 68 tiendrait au retour des barricades en 2018 même s'il ne s'agit pas des mêmes barricades. A Paris ou à Toulouse les dites barricades ne pouvaient rien arrêter (on pouvait les contourner aisément) mais signifiaient seulement un affrontement recherché avec la police. Sur LCI, Daniel Cohn-Bendit a ironisé sur cette comparaison :

«Oui, il y a une similitude, parce que vous voyez des voitures brûler, mais les voitures brûlées en 68, c'était dans le quartier latin, aujourd'hui c'est sur les Champs-Élysées et aux alentours. Il y a une différence, ça exprime quelque chose politiquement de complètement différent. La géographie des affrontements n'est pas innocente.»

Très juste Monsieur Cohn-Bendit. Toutes les voitures qui brûlent n'ont pas le même sens. En 1968 les révoltés défendaient leur quartier or en 2018 ils attaquent le pouvoir. Or des barricades servent à défendre mais pas à attaquer ! Elles posent surtout la double question des provocateurs et des agitateurs. Il serait faux de croire que la violence des gilets jaunes n'était que celle des provocateurs. En effet, et là aussi les médias jouent leur rôle depuis longtemps, à force de montrer les violences, ils appellent à la violence. Ce qui fait que **les provocateurs en chefs, sont les grands médias !** Ensuite les groupes d'extrême-droite et d'extrême-gauche s'alimentent des images que la télé reprend en boucle ! La plus grande nouveauté ne vient donc pas des lieux de la violence mais de sa fonction.

Comme dans d'autres cas la comparaison 68-2018 est une illusion d'images et les images sont devenues les plus gros instruments des illusions. En 68 c'est surtout les commentaires à la radio



sur les barricades qui leur donnaient vie et non les images de chaînes d'infos en continue. C'est vrai, par la photo elles étaient ensuite dans les journaux mais la photo est une image à l'effet moindre qu'un celle d'un film.

Parce que je pense depuis toujours que l'histoire de hommes est l'histoire de la lutte des classes je sais parfaitement que la première violence est celle des pouvoirs (économiques et politiques et je fais la différence) et qu'en face il existe la violence révolutionnaire (aujourd'hui les gilets jaunes). Ce schéma ne peut faire oublier qu'il existe entre les deux violences, celle des truands. Ils sont une forme autonome de violence qui peut servir un camp ou l'autre mais avec en dernière instance, le souci de se servir eux-mêmes ! Parce que le mal est inhérent à l'homme ? Non mais parce que le mal peut engendrer le mal ! Il a sa propre dynamique. D'où un des enjeux des batailles autour de l'Etat. Ces truands ne peuvent être mis hors-service (les premières victimes sont toujours le peuple car les pouvoirs peuvent se défendre) que par une force publique de l'Etat, et la lutte des classes se mène aussi au sein de l'Etat. Au Mexique la force publique a été gangrénée par les truands, mais une force politique nouvelle vient de prendre le pouvoir et va tenter de remettre la dite force publique sur le

chemin du droit. Rien ne sera parfait mais la bataille peut et doit être menée.

Au Mexique les truands sont le crime organisé, ailleurs il s'agit d'islamistes et ailleurs encore de Mafia. Un Etat sans police c'est le rêve de tous les truands, ce qui ne veut pas dire que la police d'un Etat est une garantie contre les truands.

Il ne s'agit pas dire qu'il y a une violence du pouvoir utile face à celle nuisible mais qu'il existe une lutte à conduire

Les barricades n'ont rien à voir avec une autre violence, typique de 2018 : la prise des péages d'autoroute pour les rendre gratuits. Sachons que les pouvoirs, déjà au fait de ce moyen de lutte, ont prévu la contrepartie aux pertes financières de l'exploitant, produite par les assurances, des augmentations de tarifs etc. Et au bout d'un moment les forces de l'ordre ont imposé leur loi. En 68 les occupations d'usines furent pacifiques mais pour les propriétaires des usines ce fut une violence.

Bref, il n'y a pas d'un côté la violence et de l'autre la non-violence mais, comme pour les médias, des conditions différentes dans l'exercice du droit à manifester.

Pour terminer deux anecdotes sur le sujet.

Le 8 décembre 2018, un message de la préfecture de Montauban a fait le tour des médias français : «Découverte d'engins explosifs ce matin sur le rond-point d'Aussonne dans le campement des gilets jaunes : le Préfet et le Procureur de la République condamnent fermement ces agissements. 28 cocktails molotov et 3 bombes artisanales». Peu après, la photo de la prise a complété le communiqué sans référence à l'arrestation de deux gilets jaunes. A ce jour, personne ne sait ce que sont devenues les deux personnes arrêtées or nulle part des gilets jaunes ont utilisé de telles armes ! Une provocation parmi tant d'autres ? Comment ne pas s'interroger ?

Quant à l'histoire du boxeur qui a tapé sur des gendarmes, elle a fait le tour du monde. Aussitôt une cagnotte a été lancée sur internet et en peu de temps elle a atteint une somme fabuleuse<sup>7</sup> prouvant que faute d'être boxeurs, beaucoup de personnes ont souhaité dire en versant des euros qu'ils se contentaient de rêver de faire pareil.

---

<sup>7</sup> En 48 heures du 7 janvier au 8 janvier 145 152 euros ont été versés sur la plateforme Letchi où un ami du boxeur avait lancé la cagnotte. Le 20 mars après sa condamnation à un an de prison germe (transformée en travail d'intérêt général avec sé&joiur kla nuit à la prison), le boxeur demande 3 millions de dommages et intérêts à la plateforme pour avoir désactivé la cagnotte !

## Le point d'arrivée

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur *Libération*, Luc Le Vaillant, annonce, sous un titre accrocheur : ***2018 sera-t-il l'anti Mai 68 ?***

Il était entendu que la machine à produire des livres allait s'en donner à cœur joie pour fêter le cinquantenaire de Mai 68, afin de mieux oublier la fin juin 1968. Luc Le Vaillant, vu son âge, n'était pas en mesure, comme tant d'autres, de jouer les anciens combattants près à dire «c'était mieux avant». Mais... Voilà le tableau :

«2018 s'annonce comme une rare trouée de bleu dans un ciel plombé depuis des décennies par la mondialisation délocalisatrice et la révolution numérique. Macron-la-Chance croise les doigts pour que les patrons qu'il chouchoute consentent à embaucher au lieu de robotiser. Le récent quadra est d'un tradi pompidolien dans son approche, quand Mai 68 estimait qu'on ne pouvait tomber amoureux d'un taux de croissance. L'ennui, c'est qu'en 2018, la sociale est plus morte que vive, et le syndicalisme aux abonnés absents. Un mouvement imaginaire comme *Nuit debout* reste lettre morte. Malgré sa fécondité, l'idée d'un revenu

universel avorte. La peur du déclassement et l'angoisse du lendemain courbent les échine.»

*Nuit debout*, voilà la référence de la révolte style 2018 de Luc Le Vaillant. Et pour le reste on courbe l'échine car *la sociale est plus morte que vive*. Sauf que ceux qu'on n'attendait pas ont refusé de courber l'échine ! Mauvais pronostic et pas surprenant quand la référence de la révolution c'était *Nuit debout*, et le revenu universel.

Puis Luc Le Vaillant va faire dans le style *Libération* pour parler de sexualité :

«L'année 2018 s'annonce comme une contre-révolution sexuelle. L'égalité rêvée par 68 tardant à s'imposer, les femmes saturent des abus de pouvoir et des harcèlements masculins continués. Anonymat d'Internet aidant, elles mitraillent à tout va, ciblant les violences répertoriées comme les libidos qui leur déplaisent. Estomaqués, les hommes prennent cher. Ils n'ont pas vu le coup venir, tout à leur illusion d'avoir grandement évolué depuis 68. Prostitution interdite, porno menacé, censure féministe en remontée, l'époque rogne sur des libertés vécues comme des agressions.»

Insupportable «gauche libertaire» qui sous prétexte de 68 crache sur la dénonciation des

violences faites aux femmes... qui ne seraient qu'une régression féministe. Bien que défenseur et acteur à mon niveau de Mai 68, je n'ai jamais été du camp du slogan «il est interdit d'interdire» car oui il est des comportements à refuser. Je préfère la devise: «pas de libertés pour les ennemis de la liberté».

Donc Luc Le Vaillant conclut logiquement :

«Mai 68 s'est construit contre l'Empire américain avant de s'y rallier à plein. 2018 va devoir se dépatouiller avec le politiquement correct qui a traversé l'océan et déconseille de rire de tout avec n'importe qui. Il n'est plus interdit d'interdire. Ce serait même recommandé. Et, c'est souvent bête à pleurer. »

La joie de mai 68 face à la tristesse de 2018 ? Or le point d'arrivée semble le même : une élection. En 68 de Gaulle l'a provoqué, en 2018 Macron a attendu le calendrier. En 68 de Gaulle s'est remis en cause et en 2018 Macron a remis toute cause. En 68 de Gaulle se pensait incontestable et fut malheureux, en 2018 Macron a été contesté et heureux. De Gaulle s'était donné la gauche comme adversaire, preuve de son engagement républicain qui lui fut contesté en 1958, Macron s'est donné l'extrême-droite comme adversaire, portant le rêve de Mitterrand à son sommet. Tout ça pour dire qu'il y a élection et élection comme il y a violence et violence.

La démocratie consiste à se donner un adversaire quand l'autocratie consiste à détruire tout adversaire. Sauf qu'il y a adversaire et adversaire.

Le point d'arrivée s'appelle en conséquence : victoire électorale de Macron qui va peut-être se dire, qui a chanté victoire en 68 a pleuré en 69.

Et en effet, face à un mouvement phénoménal, le court terme ne peut pas être le bon thermomètre pour prendre la température. Les gilets jaunes resteront une épée de damoclès sur la tête du gouvernement au moment de la moindre mesure sociale.

Même si pendant le mouvement la vie a continué comme si de rien n'était, avec des projets de privatisation qui s'imposaient quand tout le monde constatait que la nationalisation des autoroutes a été un fiasco, les invisibles ont ouvert beaucoup de portes.

Pour le vérifier je vais faire un détour imprévu.

Tout créateur est habité ou même rongé par une ou plusieurs obsessions. Vázquez Montalbán le rappelle dans un essai<sup>8</sup> : pour lui le mai 68 français porte à ébullition ce que Peter Weiss

---

<sup>8</sup> P.132 La literatura en la construcción de la ciudad democrática, 1998

exprime dans sa pièce *Marat-Sade, les fous de Charenton* à savoir la difficile voire impossible synthèse entre la revendication de l'émancipation collective (Marat) et la récupération du pacte individuel, les droits de l'homme, du moi, face à la dictature du collectif (Sade). Sauf qu'en Espagne pesait sur ce face à face le poids de Franco.

En 1989, dans un débat avec Manchette publié par Politis<sup>9</sup> il utilise ainsi cette métaphore :

« Un des problèmes fondamentaux soulevés par Mai 68, et qui a fait longtemps l'objet d'un débat au sein de la gauche française, était celui du rapport entre revendication individuelle et revendication collective. C'est ce que Peter Weiss incarne dans son *Marat-Sade* : Marat ou la revendication collective, Sade ouvre la revendication individuelle. Eh bien, en Espagne, il n'était pas question d'engager le débat sur comment dépasser une conception collectiviste de la vie privée, etc. En Espagne, à cette époque, ce n'était pas *Marat-Sade*, c'était Marat, Sade et Franco. Et cette espèce de «ménage à trois» provoquait une sensation de stupidité collective, de sous-développement mental qui, ajouté à un profond scepticisme sur le rôle des intellectuels, de la culture et y compris de la possibilité même de faire du

---

<sup>9</sup> 10 novembre 1988



roman, se reflète dans tout ce que j'ai écrit avant le cycle Pepe Carvalho. »

Pour Manchette, les positions d'extrême gauche deviendront dans le cas français, le moyen de normaliser un roman noir se voulant au départ un acte révolutionnaire, témoignage d'une certaine récupération par le système de la phraséologie de la révolte.

C'est René Merle qui m'indique ceci :

«Manchette prédit ce qui allait advenir quand ce néo-polar s'est enlisé dans une bonne conscience de gauche et d'ultra gauche, en devenant la mise à la mode, donc la mise à l'inefficacité, d'une écriture dont le pouvoir n'a désormais plus rien à craindre.»

Pour Montalban, le choix du roman noir est une façon accidentelle de sortir de la sous-normalité d'en revenir à la littérature, et à sa grande surprise c'est par un roman noir qu'il recevra le prix Planeta (le Goncourt en Espagne) ce qui va le mettre sur le chemin du roman blanc, sans abandonner le noir et encore moins la poésie.

Dans le cas français, 68 conduit vers une impasse que les gilets jaunes ont mise à nu : la bonne conscience de gauche qui a fini par regarder le peuple de haut.

Dans le cas espagnol, 68 conduit vers un tremplin car tout est à faire, tout est à construire à un point tel que Montalban observera qu'il était plus

facile de lutter contre Franco que dans le cadre démocratique nouveau.

Nous pourrions y ajouter le cas italien pour saisir une situation entre les deux.

Dans le livre *Aperçu de la planète des singes*, le Catalan écrit page 109 :

« Pasolini quant à lui, mettait en pièce la rhétorique de la gauche en arrachant le masque du langage cultivé traditionnel aux comportements et aux idées des citoyens «intégrés». »

C'est dans un chapitre où il évoque la grandeur des intellectuels italiens des années 60 par rapport à l'arrivée au pouvoir de Berlusconi. Sommes-nous loin du point d'arrivée des gilets jaunes ? Les deux écrivains se plaçaient du côté du peuple face à des intellectuels qui de plus en plus s'intégraient au système, même si, sous prétexte d'user du roman noir avec des mots d'ultra-gauche, ils prenaient la pose du contestataire.

J'écris ces notes au moment où Macron a organisé une rencontre avec 64 intellectuels, pour se donner de grands airs, lui qui pendant la campagne électorale avait déclaré «les intellectuels stars ne m'intéressent pas tellement ». S'il peut en faire des courtisans son opinion change ! Encore une insulte envoyée aux gilets jaunes !

Un point est amusant. Entre Manchette et Montalban, le rapport aux médias est très différent, ce qui nous renvoie au chapitre précédent.

« JPM : Je crois au contraire qu'il faut refuser toute forme de conditionnement médiatique, parce que cela revient à suivre les modes que ce type de culture impose. Et, au fond, à accepter une certaine forme perverse d'honorabilité.

MVM : Je comprends votre position, mais je crains qu'elle ne conduise à un certain aristocratie. Je crois que si l'écrivain ne tient pas compte dans sa conscience de l'influence de la culture audio-visuelle, la littérature est condamnée à mort. Ou alors, les écrivains se liront entre eux. »

Or, une bizarrerie fait que Manchette a beaucoup travaillé avec le cinéma et que Montalban qui aurait bien aimé avoir aussi cette corde à son arc, a été déçu sur ce point. Mais le cinéma (l'art) et les médias (la soupe) c'est pas pareil. Chez Manchette les médias c'est la notoriété (qui tue l'esprit critique) et chez Montalban c'est l'inévitable (son seul moyen de formation). Montalban ne craint pas de se plonger dans l'univers des médias peut-être parce que son premier livre en a été une critique marxiste de choc. Nous retombons sur cet écart entre celui

qui regarde couler la rivière pour mieux l'analyser, et celui qui se jette dans le courant pour en être imprégné et pouvoir ainsi en changer le sens.

Il est dit que les gilets jaunes ont obligé Macron à lâcher 10 milliards d'euros pour satisfaire quelques revendications mais l'histoire retiendra surtout que toute position surplombante par rapport au peuple est le meilleur moyen de tuer dans l'œuf toute tentative de révolution.

## Conclusion

Deux intellectuels français ont vu venir les gilets jaunes : Christophe Guilluy et J.-Claude Michea. Pour Michea, je retiens sa permanente référence à Orwell : «La double pensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes les deux.»

La double pensée va perdre la gauche et dans la foulée l'extrême-gauche. Michéa a ainsi pu répondre à cette question : pourquoi, après cette généalogie qui a vu la «gauche» passer des républicains aux radicaux puis aux socialistes et enfin aux communistes et aux trotskistes, elle s'est arrêtée là ? Longtemps les trotskistes ont répondu : parce que la bureaucratie stalinienne a empêché le peuple de venir à elle ! Sauf que la chute de l'URSS n'a rien changé à l'affaire. C'est vrai, après la participation du PCF au gouvernement Jospin (celui qui a le plus privatisé), la LCR a pu récupérer un électorat et se dire, un temps, qu'enfin son heure était venue avec la création du NPA. Mais non, le PCF a continué de s'effondrer et le NPA n'a pas récupéré les miettes !

Alors pourquoi cette rupture généalogique ? Car dès le départ il y avait deux gauches, la républicaine et la socialiste-communiste et la double

pensée a commencé quand la socialiste-communiste s'est mise sous la coupe du radicalisme.

En 1936 le PCF a accepté l'union de la gauche mais sans participation. Très vite les radicaux en sont revenus à une alliance au centre.

En 1981 le PCF a franchi le pas : au nom de l'union de la gauche, pour montrer qu'il pouvait être un parti de gouvernement et pas seulement un parti de contestation, il a accepté quatre postes de ministres. Il a prôné à la fois le socialisme, et l'impossibilité d'y accéder d'autant qu'au même moment l'URSS démontrait que le dit socialisme était impossible !

«Je dis que je suis la gauche et je fais la politique de la droite» fut catastrophique et quant à l'extrême-gauche qui n'a pas de son côté assumé une part du pouvoir, elle a repris cependant les thèmes conduisant à une fausse opposition aux pouvoirs (en faisant du FN un parti fasciste comme repoussoir il a rendu service au système). Voilà pourquoi la révolte des gilets jaunes a d'abord indisposé la gauche dans toutes ses variantes (d'où un texte signé par tous, le 14 novembre pour faire comme si les gilets jaunes n'existaient pas!). Les gilets jaunes ayant rompu avec cette double pensée, ils ont aussitôt été accusés d'être d'extrême-droite !

Les gilets jaunes sont-ils pour autant immunisée contre la dite double pensée ?

Non, où ça serait croire que les gilets jaunes sont extérieurs à la société dans laquelle ils se battent! La double pensée n'est pas la tricherie que les dirigeants de la gauche utiliseraient pour masquer leurs dérives, car dans ce cas l'extrême-gauche en serait à l'abri, mais l'effet mal compris du fonctionnement capitaliste !

Généralement on accuse le pouvoir et le système capitaliste de faire une chose et d'en dire une autre et donc la contradiction serait là. Depuis toujours je considère que la droite (et donc Macron) dit ce qu'elle fait et fait ce qu'elle dit ! La droite ne trompe pas les électeurs mais au contraire les électeurs se trompent quant aux résultats espérés. Et la colère des gilets jaunes tient au fait qu'ils se sont sentis plus trompés que d'habitude ! Et Macron a répondu qu'il appliquait le programme pour lequel il a été élu, ce qui est vrai. Le discours de vérité est du côté de la droite car le peuple se trompe sur les résultats escomptés. Le peuple n'est pas trompé, il se trompe lui-même car il n'imagine pas une autre alternative vu que la gauche, elle, le trompe !

Peut-on reprocher à la droite de saccager les services publics ? Mais ils n'existent que contre elle, grâce à la gauche combative d'hier<sup>10</sup>. Depuis toujours la droite privatise aussi le simple citoyen

---

<sup>10</sup> Je renvoie au livre de Serge Halimi, Quand la gauche essayait, Arlea, 1992

se demande pourquoi Jospin avec des ministres communistes a autant privatisé !

Bref, plus ça va et plus la droite s'affiche en tant que telle et la gauche se masque en tant que telle. Car dans une société libérale-libertaire, les uns ont pu appuyer un peu plus sur le côté libéral et les autres sur le côté libertaire (ici le mot libertaire n'a rien à voir avec le mot anarchiste) pour, au bout du compte, vivre dans le même moule. Les forces du capitalisme ont pu s'afficher comme révolutionnaires, les forces de gauche étant ainsi neutralisées.

Les gilets jaunes existent de part cette mutation et ils l'intègrent : par le gilet, ils sont un mouvement collectif, mais en même temps, il est traversé par la prédominance de l'individu issu des «réseaux sociaux» qui le font exister ! Telle est la société d'aujourd'hui : celle de l'individu dont le système veut faire un égoïste.

Dans ce cas la pensée n'est pas double car les deux éléments ne sont pas contradictoires. Par les ronds-points et autres manifestations les individus ont créé une fraternité. Mais le refus des grands chefs, au nom de la force du collectif, a produit à la base, la guerre des petits chefs, et a rendu difficile l'émergence d'un fonctionnement plus démocratique. Pour éviter et même contrer le fonctionnement social qu'ils combattent, ils ne veulent pas tomber dans les travers de la



démocratie représentative, mais que faire d'autre? La révolution russe avait trouvé la solution : les soviets partout. Puis les soviets sont devenus, sous une autre forme et d'autres raisons, la marque d'une double pensée : le mot s'est retrouvé dans le soviétique de l'URSS, mais plus dans la vie locale ! Toute structuration n'est pas, par nature, contraire à la démocratie : tout dépend de la forme prise. Entre la notion d'avant-garde «l'organisation décide de tout» et la notion sans avant-garde «l'organisation tue l'énergie du peuple», les gilets jaunes sont contraints pour durer (et c'est leur objectif) d'inventer un moyen terme dans l'univers du contre-pouvoir. Par exemple, pas question de produire des cahiers de doléances sans la garantie de leur prise en compte ! Et la garantie ça peut être quoi ? Il y va de la géographie de la révolte qui a eu du mal à se réaliser pendant que les grands médias réduisaient tout au Champ Elysées. Sur BFM le 7 décembre Fabrice d'Almeida, professeur d'histoire contemporaine répond à des questions :

**Mai 68 avait pour théâtre le quartier latin. Les gilets jaunes ont choisi les Champs-Elysées. Cette géographie de la contestation est-elle révélatrice de quelque chose?**

Le quartier latin, c'était le milieu étudiant. Cela allait avec les revendications des manifestants, qui se battaient pour la culture. D'ailleurs la principale victoire de Mai 68 s'est obtenue sur le champ culturel, avec la fin du paternalisme, la démocratisation du savoir. Pour ce qui est des gilets jaunes, les Champs-Élysées et l'Arc de Triomphe sont des symboles de la patrie. On se bat pour plus de patrie. Cela pose la question du déficit de patriotisme dans nos sociétés qui n'en sont plus vraiment, nos nations qui n'en sont plus vraiment.

Oui il y a eu une lutte pour plus de patrie, mais laissons le face à face quartier latin, Champs Élysées aux obsédés de l'ancien monde. La petite patrie c'était souvent son propre rond-point différent de celui de la ville voisine. La question de la géographie, même dans un petit département comme le Tarn-et-Garonne a été de coordonner Caussade, Montauban, Montech, Castelsarrasin, Moissac, Valence. C'est là que nous retrouvons Christophe Guilluy et son analyse de la France périphérique. La mutation capitaliste a sorti la France du rapport Paris/Province pour celui de Métropole/Périphérie. La centralisation de la France a été possible par l'atomisation des communes, atomisation qui en retour apportait de la démo-

cratie à la base mais sans pouvoir chambouler la machine nationale. Là aussi, nous retrouvons la date fatidique de 1981 et la mise en place de la décentralisation qui n'était en fait qu'une recentralisation par la multiplication des métropoles et le renforcement du néant autour d'elles. Macron avait «oublié» les maires que les gilets jaunes ont remis en selle. En fait, depuis 1981, tout est fait pour regrouper les communes et comme toujours dans le monde du fric, c'est par la carotte financière que l'opération a avancé. Si vous êtes communauté des communes vote dotation générale de fonctionnement sera multiplié par deux par rapport à celle de la commune, si vous êtes communauté d'agglomération, nouvelle multiplication par deux, et si vous êtes communauté urbaine encore une autre répétition de l'opération jusqu'à la création des métropoles pouvant s'appuyer sur des régions redessinées par Hollande pour aboutir à des féodalités capitalistes. Jusqu'à la fusion des régions Midi-Pyrénées / Languedoc-Roussillon il m'est arrivé souvent d'assister aux séances plénières de l'assemblée régionale mais après la fusion, c'est devenu impossible ! Cette métropolisation a été parfaitement étudiée par Christophe Guilluy et comme Jean-Claude Michéa (les deux hommes s'appuient l'un sur

l'autre) la bonne pensée de gauche en a fait des membres de l'extrême-droite !

L'article de Fabrice d'Almeida, continue ainsi :

« Nous avons à présent une révolution inverse de celle de mai, et d'ailleurs sans équivalent dans notre histoire, car avec les Gilets jaunes, ce sont cette fois des vieux qui veulent tuer le fils. Des retraités censément pleins de sagesse, relayés par des actifs de la France d'en bas, s'en prennent à un jeune Président de culture urbaine, fils spirituel de Mai, imprégné de la bien-pensance libérale et libertaire née à la fin des années soixante. Ne nous y trompons pas : les Gilets jaunes ne sont pas seulement cette France périphérique que le pouvoir parisien méprise ou plutôt qu'il ignore, cette France des campagnes qui «fume des clopes et roule en diesel» : ils sont les vétérans de Mai 68. Le baby-boom avait engendré mai 68 ; le papy-boom fait renaître le goût des combats de rue, mais un combat de rue défensif, dans lequel une certaine candeur des luttes étudiantes a disparu. Ce n'est plus «sous les pavés la plage» mais bien «sous la plage, les pavés». Les retraités d'aujourd'hui, pour beaucoup d'entre eux, ne savent plus à quoi ils servent. Ils ont perdu cette légitimité à tisser les liens entre les générations qui donnaient du sens à la

vieillesse. Dans un monde mobile et uberisé, un monde finalement imprégné du mirage soixante-huitard, ils sont condamnés au désespoir. Avec les gilets jaunes, il n'y a vraiment pas de quoi rire.»

Je peux presque être d'accord puisqu'en effet je pense que la révolution des gilets jaunes fut à l'inverse de celle de mai, mais pas parce qu'hier le fils voulait tuer le père et qu'aujourd'hui le père veut tuer le fils !

Oui il y a eu des anciens de 68 dans le mouvement de gilets jaunes (ceux qui l'ont dit sur leur gilet comme titre de gloire) et même certains rêvant de répéter leur action d'hier mais socialement nous sommes dans un autre contexte. Je l'ai écrit, il ne faut pas confondre les aristocraties d'hier, et les perdants d'aujourd'hui et pas seulement parce que le monde s'est ubérisé.

Non, ce n'est pas «d'une certaine façon la même génération qui est à l'œuvre, la génération déracinée née dans les années soixante, grandie dans les années-fric, et qui aura passé sa vie à voir les églises se vider et la France se défaire.»

Les jeunes de mai 68 voulaient changer le monde, ceux de 2018 veulent le réparer ?

Les jeunes de mai 68 voulaient changer le monde, ceux de 2018 veulent le réparer.

Mais oui : «Quoi de commun, en effet, entre la culture et l'engagement politiques qui imprégnaient, même de façon superficielle, la jeunesse en 1968, et le repli sur la sphère privée et la mise en scène de soi sur Facebook ou Instagram de tant de jeunes d'aujourd'hui ?»

Encore une fois je me répète, le constat est juste mais pourquoi cette évolution ?

Le passage de la société post-industrielle à a société numérique ?

Quelqu'un a noté ceci qui laisse les vieux pour braquer le projecteur sur les jeunes :

«Un élément se retrouve aux deux époques. Avoir 20 ans en 1968 comme en 2018, c'est en effet atteindre le seuil de l'âge adulte dans une société en pleine transformation. En 1968, le dynamisme économique qui porte la France depuis la fin de la guerre est réel. Il a permis à une grande partie de la classe moyenne d'améliorer considérablement son niveau de vie. La population étudiante est de plus en plus nombreuse à chercher sa place dans les amphis (elle a doublé entre 1960 et 1968), reflet d'un monde où le savoir acquis pendant ses études devient un précieux sésame pour l'avenir. Les étudiants qui se révoltent en mai 68 sont justement des "mutants" comme les désigne l'historien Jean-François Sirinelli: ils accompagnent la mutation socio-culturelle de la France.

Les résidus d'une société puritaine (absence de mixité dans les écoles, tabous autour de la sexualité, rigorisme moral...) ne s'accordent plus aux aspirations d'une société fascinée par l'*American way of life*. Les jeunes doivent forcer le passage et entraîner l'ensemble de la population dans une mutation salutaire.

En 2018, dans une société où 78% d'une classe d'âge accède au baccalauréat, une nouvelle révolution du savoir se fait jour: celle d'Internet. Chaque jour, les outils digitaux prennent un peu plus possession de nos vies. Avoir 20 ans en 2018, c'est naviguer avec agilité au milieu d'applications, de codes, d'interfaces et de réseaux dans lesquels les générations qui précèdent ne sont pas toujours très à l'aise. Le fait nouveau réside dans l'attitude des parents qui ont compris que nul n'entraîne dans l'avenir sans un minimum de bagage numérique. Cette situation confère aux plus jeunes un privilège: ils détiennent un étonnant pouvoir qui renverse la relation hiérarchique traditionnelle. Pour la première fois, les enfants initient leurs propres parents aux outils du futur ! En 1968, les jeunes se révoltaient contre leurs parents pour s'en émanciper. Aujourd'hui, les parents consultent leurs enfants pour ne pas être dépassés par la

vague de fond digitale qui promet de tout renverser sur son passage.»

Il arrive qu'on surévalue chez les gilets jaunes les anciens de 68 et il arrive qu'on surévalue les jeunes de 2018. Or en 68 comme en 2018, si la question des générations est importante, elle n'est pas déterminante. Oui, la grève à l'ORTF par exemple a été poussée par des jeunes ayant des emplois précaires mais elle a été suivie par toutes les classes d'âge. Comme chez Renault ou chez les instits. Donc j'en reviens au propos sur la géographie : les gilets jaunes sont plus une révolte d'une géographie qu'une révolte contre l'autorité.

La même personne note ensuite les différences :

« Ainsi, s'il existe d'évidentes similitudes entre la génération 68 et la génération 2018, il existe aussi des différences irréductibles. Et la plus frappante réside dans le rapport au temps. En 1968, la plupart des sociétés occidentales sont engagées dans une dynamique continue de progrès économiques, techniques et sociaux. D'une année à l'autre, le sentiment général est celui d'une avancée dans de nombreux domaines. Pour la majorité des Français, il est légitime de penser que l'état des choses va encore s'améliorer. Pour les jeunes, cette



perspective heureuse se traduit par une envie pressante de profiter de la vie avant de plonger dans le grand bain du travail. Or, il subsiste un décalage entre l'aisance matérielle et les aspirations hédonistes qu'elle suscite, et les valeurs conservatrices qui imprègnent encore des pans entiers de la société. Puisque la société change, il faut changer la société. Des formules telles que "changer la vie" (Rimbaud) ou "transformer le monde" (Marx) font sens pour cette génération qui veut se préparer un avenir meilleur. C'est une des raisons de l'explosion de mai 68. Pour profiter du progrès, émancipons-nous de la morale des anciens! À l'époque, cette pensée apparaît pleine de promesses et... de bon sens.

En 2018, rien ne va plus. Où est passé l'avenir? s'interrogeait l'anthropologue Marc Augé dix ans plus tôt. La question est toujours aussi brûlante d'actualité. Car si les jeunes portent leur regard vers l'avenir, qu'aperçoivent-ils? Une planète dégradée par les effets du changement climatique, une biodiversité en déclin rapide (on annonce la disparition progressive des oiseaux), des intelligences artificielles qui risquent de remplacer les humains, le spectre de Big Brother toujours plus inéluctable, des États qui, au lieu de se démocratiser, deviennent plus autoritaires, un

terrorisme dont on ne voit pas la fin, un accroissement sans précédent de gens qui fuient leur pays à travers le monde, etc. Bref, la croyance au progrès, fortement ancrée en 1968, a largement cédé la place au scepticisme, sinon à la peur.»

Voilà pourquoi je dis que Mai 68 en termine avec 1945 et le rêve des lendemains qui chantent, pour faire le bonheur du capitalisme de la séduction alors qu'en effet 2018 annonce l'ère des catastrophes. Dans les deux cas cependant nous sommes sous l'effet d'une manipulation. «Moi ou le chaos» était aussi là en 68 et l'appel à la peur est un des moyens classiques pour imposer la soumission. Comme la fidélité, le courage, la fuite, la peur est à double face. Il faut distinguer les peurs mobilisatrices et les peurs démobilisatrices. Je me suis souvent heurté à des syndicalistes annonçant chaque matin la catastrophe pour demain, imposant l'urgence en tout genre. Nous l'avons entendu encore avec la grève des cheminots de 2018 : si elle échoue le mouvement social sera muselé pour des décennies comme en Angleterre. Et quatre mois après c'est une révolte inédite par son ampleur, mais une révolte qui ne pensait que du mal des syndicats !

Puisque nous célébrons l'anniversaire de la *retirada* quand des milliers d'espagnols par

crainte de Franco ont fuit l'Espagne, il est bon d'observer la nature de cette fuite et non pas la fuite en sa nature. Pour certains fuir est une lâcheté quand pour d'autres on peut fuir pour mieux sauter, et les réfugiés espagnols l'ont démontré : ils ne fuyaient pas par peur mais pour pouvoir se battre encore !

L'idéologie dominante ne véhicule pas la peur du capitalisme mais un capitalisme de la peur avec cette nouveauté : la fin du monde est en marche et pour l'arrêter il faudrait mal vivre les fins de mois.

Je crois qu'il existe des phénomènes irréversibles dans la nature et chez les hommes. En 1939 ceux qui savaient que la guerre avec l'Allemagne était irréversible (comme en 1912 d'ailleurs) avaient raison et il aurait fallu inclure cette conscience en 1936, pour aider l'Espagne à arrêter le monstre. Si vous semez une graine elle doit donner une plante, la nature est ainsi. A propos du réchauffement climatique la peur devient démobilisatrice quand elle ne s'accompagne pas de propositions alternatives.

Les gilets jaunes ont manifesté cette peur tout en accomplissant un effort immense pour proposer des alternatives. Ce qui m'a fasciné dans ce

mouvement, c'est la passion politique qu'il a porté au bon sens du terme. Elle s'est cristallisée autour du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) qui n'est pas moins utopique que les utopies de 68.

**A ceux qui sont totalement effrayés voici une photo de ce qui c'est passéen mai 68. Le SMIC a été augmenté de 35%...**



Dernière illustration de la récupération de 68  
par les gilets jaunes.

## Document

Je donne la déclaration commune (14 novembre semble-t-il) avant le lancement du mouvement du 17 novembre pour que chacun mesure le décalage entre ce texte classique et l'action hors norme qui va suivre

«Déclaration commune : Ensemble !, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti communiste français, Parti de Gauche, République et Socialisme.

La hausse du prix de l'essence provoque une colère massive. Le gouvernement « pro-riches » Macron-Philippe aura tout fait pour provoquer une haine de l'impôt, par des injustices scandaleuses.

Le quinquennat Macron a commencé par une liste de cadeaux aux plus fortunés : suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), de la progressivité des impôts sur les gros revenus, doublement de la baisse des cotisations sociales en 2019 avec 40 milliards sans créer d'emplois, aucune mesure pour empêcher la fraude fiscale massive des grands groupes et grandes fortunes. Le groupe Total, qui vend du pétrole et de l'essence, triche avec l'impôt sur les sociétés, encaisse pourtant de gigantesques profits (9

milliards en 2017). Il engraisse ses actionnaires (plus de 11% de rentabilité de l'action).

Les cadeaux aux plus fortunés et aux entreprises sont payés par des politiques alourdies contre les plus modestes : hausse de la CSG, gel des APL, retraites augmentées en dessous de l'inflation, blocage des salaires, austérité généralisée. La taxe et la TVA sur l'essence, c'est 60% du prix du litre. Et pour les entreprises du secteur, c'est 10% de marge. Les taxes à la consommation, comme la TVA et la taxe essence, sont des impôts totalement injustes qui pénalisent bien plus les plus pauvres que les riches.

Ce sont les prélèvements injustes sur les ménages qui financent les cadeaux aux riches, au lieu d'une fiscalité progressive et d'une taxation du capital. L'austérité budgétaire, la dégradation des services publics (hôpitaux, rail, bureaux de poste...) s'imposent à la majorité de la population. Ce sont les plus modestes qui trinquent !

Il faut inverser cette politique !

Les salarié-es, les chômeurs, les jeunes sont contraints d'utiliser une voiture, dans les zones rurales ou urbaines éloignées des centres villes. Rien n'est fait pour développer les transports en commun moins polluants, ou pour proposer des tarifs sociaux incitatifs. La prime à l'achat de

nouvelles voitures moins consommatrices n'a qu'un effet dérisoire.

Nous faisons des propositions alternatives :

1- Augmenter les salaires, les retraites, les indemnités de chômage, les minimas sociaux, et lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

2- Taxer avant tout les compagnies pétrolières et les grandes entreprises du transport routier ou aérien, ou gestionnaires d'infrastructure (autoroutes), et notamment le groupe Total dont les bénéfices 2017 ont bondi de 39%, qui s'enrichit sur le dos des automobilistes.

3- Taxer le kérosène (qui ne l'est pas du tout !) pour empêcher que l'avion, très pollueur, ne concurrence le train. Supprimer l'exonération scandaleuse des taxes carburant pour le transport routier afin de développer le fret ferroviaire. Affecter l'essentiel des ressources de la taxe sur les carburants (TICPE) au développement de transports et de sources d'énergie écologiques, avec un contrôle démocratique.

4- Arrêter la fermeture des petites lignes de chemins de fer (9000 km sont menacés), qui transforme les campagnes en déserts. Investir massivement dans les transports en commun de qualité accessibles à tous.

5- Baisser fortement la TVA pour tous les produits de première nécessité.

6- Contraindre les constructeurs à fabriquer des véhicules propres et sécurisés ; interdire la production et l'importation de véhicule diesel.

7- Engager sur ces bases de justice sociale la transition écologique

Tous ensemble, agissons avec les forces de gauche et écologistes, les syndicats, les associations environnementales, les usagers des transports. Pour sortir de la pauvreté, de la pollution, des bas salaires, de la dégradation des services publics, il faut une autre politique ! »



**Entre le mouvement des Nuits Debout et  
la Confédération Générale du Travail  
(CGT), François Ruffin rêve de lien  
vendredi 29 avril 2016.**

Article de Amandine Cailhol et Ismaël Halissat

*Cet article rend compte de la lutte de 2016, sous François Hollande et il est surprenant de le lire aujourd'hui car apparaissent dans des conditions totalement différents les mêmes problèmes que face aux gilets jaunes: la place des syndicats et plus particulièrement de la CGT. Contrairement à Nuits debout qui a été une opération parisienne de la moyenne bourgeoisie (avec quelques suites ailleurs), les gilets jaunes, ont été un mouvement populaire et pourtant on assiste aux mêmes frilosités lde la CGT.*

François Ruffin et sa bande en sont persuadés, il faut un second souffle. Et le réalisateur de *Merci Patron* voit les choses en grand, un meeting commun entre le mouvement de la place de la République et les syndicats à l'issue de la traditionnelle manifestation du Dimanche Premier Mai 2016.

A l'approche des manifestations du Jeudi 28 Avril et du Dimanche Premier Mai 2016, le réalisateur de *Merci Patron* a tenté de faire

converger le mouvement des *Nuits Debout* et le mouvement syndical. Mais cela coince, d'un côté comme de l'autre. Pourtant, le plan était presque parfait, tout comme le calendrier. L'idée était de faire le pont entre la place de la République et Marseille, où se déroulait cette semaine le congrès de la CGT. La stratégie était de débarquer en plein débat cégétiste avec un mandat du mouvement des Nuits Debout pour faire déboucher le cortège syndical place de la République. Sauf que rien ne s'est passé comme prévu. L'équipe du journal *Fakir*, dont François Ruffin est le rédacteur en chef, a donc organisé, Mercredi 20 Avril 2016, à la bourse du travail de Paris, une soirée intitulée «l'étape d'après». Le but était de réfléchir à l'avenir du mouvement des *Nuits Debout* pour les semaines à venir. Le lieu est symbolique. C'est dans cette même salle que, le 23 février 2016, est sortie du chapeau l'idée de ne pas rentrer chez soi après la manifestation du Jeudi 31 Mars 2016. Depuis cette date, la place de la République vit au rythme du mouvement chaque soir, des prises de parole d'environ deux minutes s'y enchaînent. Chacun vient énoncer ses galères et passer des appels à la mobilisation. A côté, les commissions thématiques et logistiques organisent la vie de la place et offrent des espaces de discussions collectives. Mais pour certains, cela manque de

concret. «Les assemblées générales sont interminables et ne permettent pas de faire émerger des propositions concrètes», résume François Ruffin. D'où sa démarche et la question qu'il pose, comment le mouvement peut-il se positionner à l'approche des deux journées d'action du Jeudi 28 Avril 2016 contre la loi travail et celle du Dimanche Premier Mai 2016 ?

### **Méthode qui fâche**

Mercredi 20 Avril 2016, dans une salle archicomble, le journaliste détaille sa stratégie, «je souhaite qu'on fasse un très gros premier mai, que la manifestation se termine place de la République et que nous fassions un meeting avec les syndicats qui sont opposés à la loi travail». Pendant près de deux heures, tous les intervenants invités par *Fakir* vont dans le même sens, le rapprochement avec les syndicats doit être la prochaine étape du mouvement des *Nuits Debout*. Pour finir, la parole est donnée à la salle. C'est là que les choses se compliquent. Même si une grande majorité des personnes présentes est favorable à la proposition de François Ruffin, la méthode fâche ceux qui ont l'impression d'être face à une avant-garde éclairée et retranchée à l'écart de la place. D'autant qu'ils n'ont qu'une seule minute chacun pour s'exprimer. «Nous n'avons pas attendu les intellectuels pour avoir

l'idée de se mobiliser massivement pour le premier mai», lance quelqu'un. Lorsque la salle se vide dans le brouhaha, François Ruffin se prend la tête entre les mains. La soirée a fini en queue de poisson. «Je n'ai pas réussi à obtenir un mandat de la salle pour porter cette proposition à l'assemblée générale du mouvement des *Nuits Debout* », constate-t-il, quelques jours après.

Du côté de la CGT, l'appel de François Ruffin, était pourtant plus que bienvenu. Et pour cause, lors de leur congrès à Marseille, nombre de cégétistes l'ont répété en boucle, ils veulent que leur syndicat propose une «nouvelle impulsion» à la contestation contre la loi travail. Pour beaucoup, cette dernière doit passer par la «grève générale et reconductible», mais aussi par un rapprochement avec les mouvements citoyens.

D'autant que, depuis le début du mouvement des *Nuits Debout*, ils sont plusieurs, à titre personnel, à avoir fait un tour sur la place de la République, ou dans les autres lieux de rassemblement en France. Et parfois au nom de leur syndicat, comme Karl Ghazi, de la fédération du commerce de la CGT, invité à s'exprimer devant l'assemblée parisienne, Samedi 9 Avril 2016. Ou encore des membres du syndicat de l'information et de la communication. Pour

appuyer une telle «convergence», certains syndicalistes de la CGT, notamment du Syndicat National des Journalistes (SNJ) de la CGT, auraient d'ailleurs bien aimé voir François Ruffin venir à la tribune du congrès. «La demande a été faite. Ce film est un succès, il faut s'appuyer dessus», expliquait, Mercredi 20 Avril 2016 à Marseille, un syndicaliste. Mais la direction est restée muette. Quant à Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, il expliquait que François Ruffin était «le bienvenu», mais sans lui garantir l'accès au micro. Une frilosité qui en agaçait plus d'un dans les couloirs du congrès, accusant le syndicat de se « croire un peu seul au monde ».

### **Têtes de pont**

L'idée d'un grand premier mai sous le signe de la convergence est-elle pour autant enterrée ? Ce n'est pas si sûr. Certes, pour beaucoup, François Ruffin est un peu «fatigué» et pourrait prendre de la distance. Mais, malgré tout, l'idée a commencé à prendre. Ainsi, pour l'Union Syndicale Solidaire (USS), présente au côté du mouvement des *Nuits Debout* depuis le début, l'idée est hautement souhaitable. Eric Beynel, son porte-parole, le sait, le parcours de la manifestation parisienne du premier mai est déjà décidé, ce sera de la place de la Bastille à la place de la

Nation, «mais nous pouvons le prolonger», explique-t-il. Du côté de la CGT, la direction n'a encore rien décidé, « pour ce qui est de se rendre sur la place, cela se discutera collectivement, si nous sommes sollicités», explique Catherine Perret, secrétaire confédérale, et notamment avec les autres centrales et les organisations de jeunesse. « Tout peut être ouvert », assure-t-elle. Pour appuyer l'initiative, des militants évoquent aussi un appel qui pourrait être signé par plusieurs têtes de pont de la CGT. Une chose est sûre, les syndicats réformistes, la Confédération Française et Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Générale des Cadres (CGC) et la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), ne seront pas là.

Mais la CGT Force Ouvrière ne sera pas là non plus. Certes, le syndicat, contrairement à son habitude, défilera bien le premier mai avec la CGT «parce qu'il est dans la bagarre contre le projet de loi». Mais la centrale «restera sur le terrain syndical», ajoute Michèle Biaggi, secrétaire confédérale, et n'appellera donc pas à se rendre place de la République. Quant à François Ruffin, il jure, un peu las, avoir en main, un plan B «moins ambitieux».